



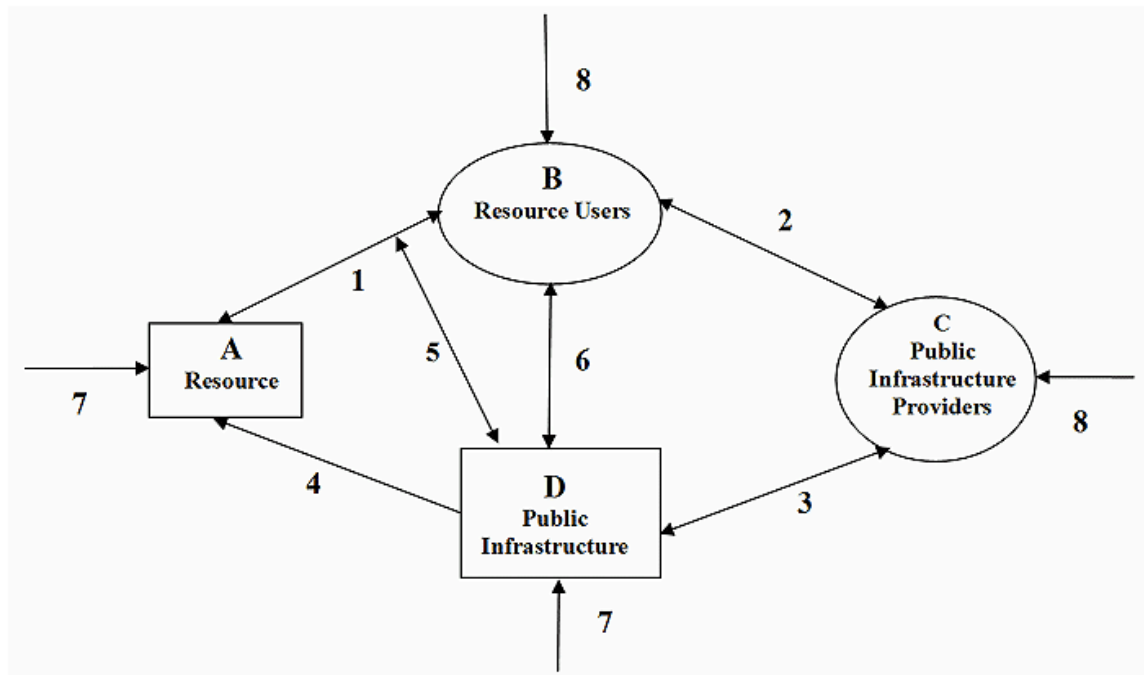
## TABLE DES ANNEXES

<b>ANNEXE 1.</b> Exemple d'une modélisation d'un système socio-écologique .....	77
<b>ANNEXE 2.</b> Un tableau des exemples de sites de consommation collaborative en France selon les principes de classification de Bostman et Rogers (2011).....	79
<b>ANNEXE 3.</b> Un mécanisme de financement de la transition bas carbone .....	80
<b>ANNEXE 4.</b> Carte des initiatives de monnaies citoyennes à Bruxelles et en Wallonie .....	82
<b>ANNEXE 5.</b> Guide d'entretien.....	83
<b>ANNEXE 6.</b> Tableau récapitulatif des personnes rencontrées .....	84
<b>ANNEXE 7.</b> Retranscription de l'entretien n°1.....	85
<b>ANNEXE 8.</b> Retranscription de l'entretien n°2.....	103
<b>ANNEXE 9.</b> Compte rendu de l'entretien n°3.....	122
<b>ANNEXE 10.</b> Compte rendu de l'entretien n°4.....	125
<b>ANNEXE 11.</b> Retranscription de l'entretien n°5.....	128
<b>ANNEXE 12.</b> Retranscription partielle de l'entretien n°6 .....	136
<b>ANNEXE 13.</b> Retranscription de l'entretien n°7 .....	140
<b>ANNEXE 14.</b> Compte rendu de l'entretien n°8.....	146
<b>ANNEXE 15.</b> Compte rendu de l'entretien n°9.....	148
<b>ANNEXE 16.</b> Compte rendu de l'entretien n°10 .....	149
<b>ANNEXE 17.</b> Les 17 objectifs du développement durable de l'ONU pour 2030. ....	152



## ANNEXE 1. Exemple d'une modélisation d'un système socio-écologique

Source : Anderies, J., Janssen, M., & Ostrom, E. (2004). A Framework to Analyze the Robustness of Social-ecological Systems from an Institutional Perspective. *Ecology and Society*, 9 (1), p. 18.



**Table 1.** Entities involved in social-ecological systems

Entities	Examples	Potential Problems
A. Resource	Water source Fishery	Uncertainty Complexity / Uncertainty
B. Resource Users	Farmers using irrigation Fishers harvesting from inshore fishery	Stealing water, getting a free ride on maintenance Overharvesting
C. Public infrastructure providers	Executive and council of local users' association Government bureau	Internal conflict or indecision about which policies to adopt Information loss
D. Public Infrastructure	Engineering works Institutional rules	Wear out over time Memory loss over time, deliberate cheating
External Environment	Weather, economy, political system	Sudden changes as well as slow changes that are not noticed

**Table 2.** Links involved in social-ecological systems

Link	Examples	Potential Problems
(1) Between resource and resource users	Availability of water at time of need/availability of fish	Too much or too little water / too many uneconomic fish—too many valued fish
(2) Between users and public infrastructure providers	Voting for providers Contributing resources Recommending policies Monitoring performance of providers	Indeterminacy / lack of participation Free riding Rent seeking Lack of information/free riding
(3) Between public infrastructure providers and public infrastructure	Building initial structure Regular maintenance Monitoring and enforcing rules	Overcapitalization or undercapitalization Shirking disrupting temporal and spatial patterns of resource use Cost / corruption
(4) Between public infrastructure and resource	Impact of infrastructure on the resource level	Ineffective
(5) Between public infrastructure and resource dynamics	Impact of infrastructure on the feedback structure of the resource–harvest dynamics	Ineffective, unintended consequences
(6) Between resource users and public infrastructure	Coproduction of infrastructure itself, maintenance of works, monitoring and sanctioning	No incentives / free riding
(7) External forces on resource and infrastructure	Severe weather, earthquake, landslide, new roads	Destroys resource and infrastructure
(8) External forces on social actors	Major changes in political system, migration, commodity prices, and regulation	Conflict, uncertainty, migration, greatly increased demand

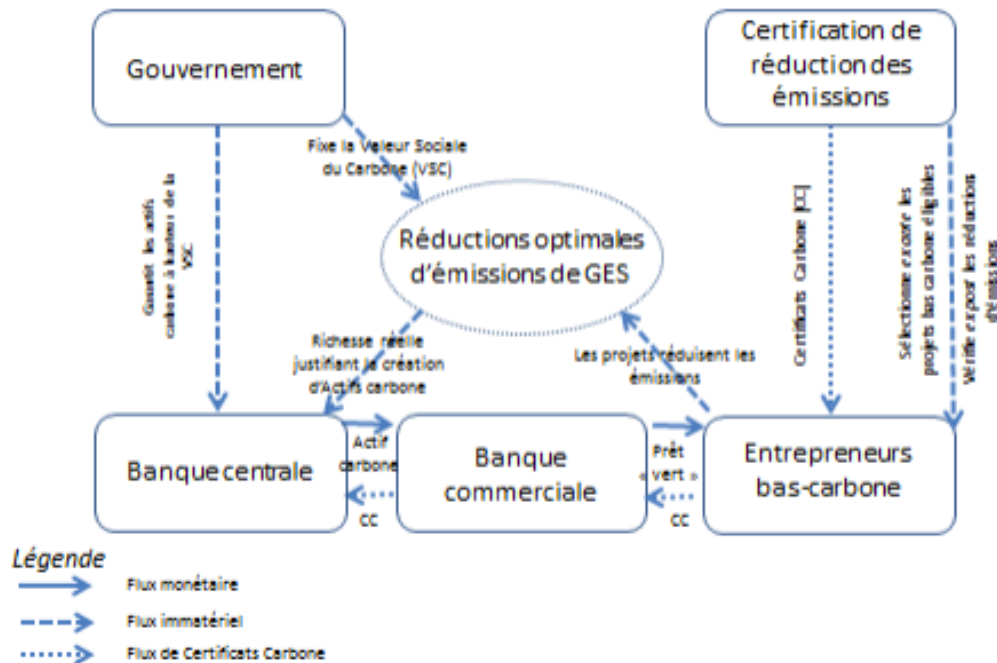
## ANNEXE 2. Un tableau des exemples de sites de consommation collaborative en France selon les principes de classification de Bostman et Rogers (2011)

Source : Robert, I., Binninger, A.-S., & Ourahmoune, N. (2014). La consommation collaborative, le versant encore équivoque de l'économie de la fonctionnalité. *Développement durable et territoire*, 5 (1).

Product-Service Systems	Marchés de redistribution	Styles de vie collaboratifs
Velib' Autolib' Lokeo Mu by Peugeot Mon Joujou La machine du voisin Je Loue Mon Camping Car Ma bonne amie (location de robes de soirée haute couture) Sac De Luxe Mon dressing secret...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- eBay</li> <li>- Le Bon Coin</li> <li>- Vestiaire de copines...</li> <li><u>Troc, Dons, Échanges :</u></li> <li>- Freecycle (dons)</li> <li>- My Recycle Stuff (troc circulaire)</li> <li>- Kiditroc</li> <li>- Homelink (échanges de maisons)</li> <li>- GuestToGuest</li> <li>- Troc de presse...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Campe dans mon jardin</li> <li>- Troc Heures de Castorama</li> <li>- Couchsurfing</li> <li>- Ulule</li> <li>- Babyloan</li> <li>- La ruche</li> <li>- Habitat coopératif</li> <li>- Bureaux à partager</li> <li><u>Achat groupé direct au producteur :</u></li> <li>- La ruche qui dit oui</li> <li>- Réseau Cocagne</li> <li>- Réseau des Amap...</li> </ul>

### ANNEXE 3. Un mécanisme de financement de la transition bas carbone

Source : Aglietta, M., Barreau, B., & Espagne, E. (2014). Le financement de la politique climatique. Une proposition pour mettre en œuvre le changement de paradigme de Cancun dans un contexte financier affaibli par les séquelles de la crise. *France Stratégie*.

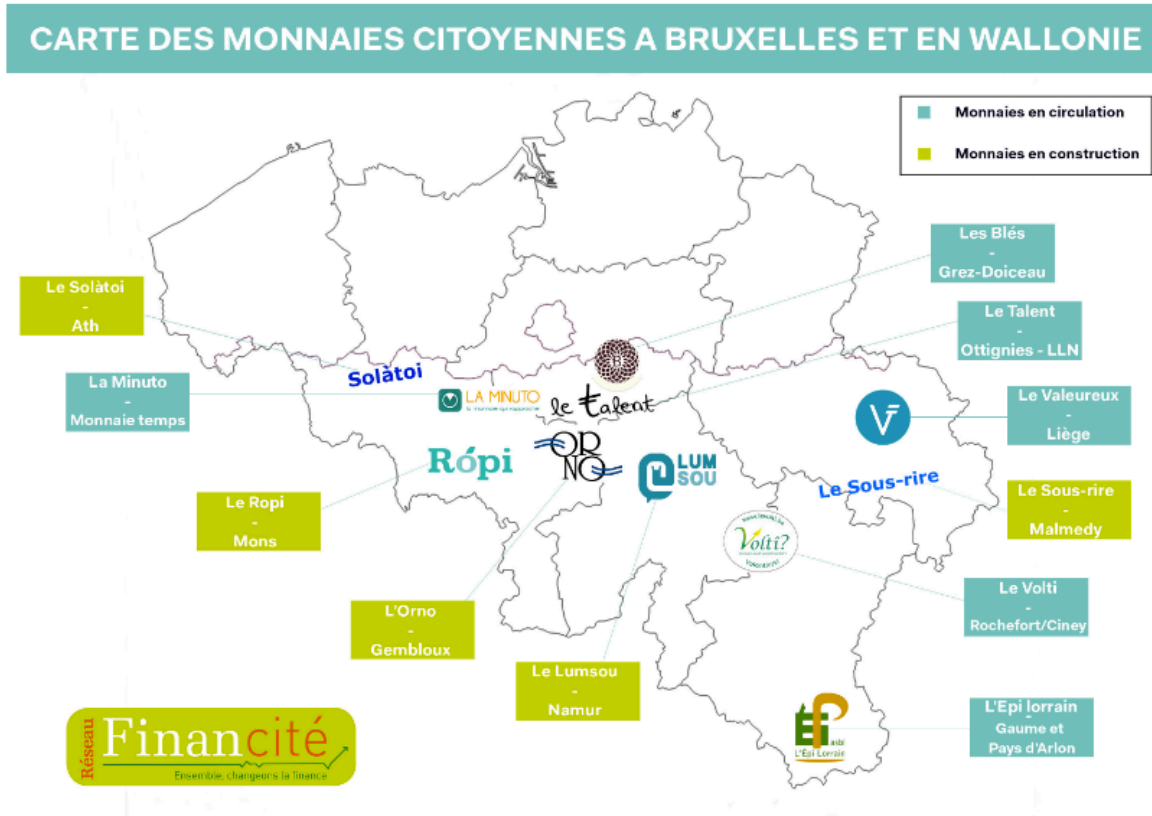


« Comprendons bien le lien entre l'institution de la VSC et le financement monétaire des projets d'investissement bas carbone. Ceux-ci doivent se déployer bien au-delà du secteur de l'énergie. Les transports, les bâtiments, les nouveaux matériaux et leur transformation, le recyclage des déchets et la bio-agriculture sont concernés. Les investissements de réduction des émissions ont un rendement social (pour la collectivité) dont une dimension est la réduction de la quantité de GES dans l'atmosphère. Il s'agit d'une externalité positive par diminution d'une externalité négative. Si elle n'est pas reconnue par un prix, le calcul du rendement interne de l'investissement propre sera sous-évalué et ce projet d'investissement sera dominé par la poursuite des investissements (énergétiques par exemple) plus polluants. Il faut donc calculer un rendement interne intégral qui incorpore dans les cash-flows futurs le gain social de l'abattement du carbone. Cela implique de donner, grâce à la VSC, une valeur à la quantité de GES abattue par les investissements et validée par des agences indépendantes et spécialisées dans cette évaluation. Encore faut-il pouvoir les financer. La finance, ravagée par la crise qu'elle a elle-même provoquée, est incapable de financer la transition énergétique sous la contrainte climatique. La finance climatique est fragmentée car le marché international des droits à polluer n'existe pas. La finance carbone est volatile est très en dessous des

montants de capital à engager. L'aversion pour le risque s'est fortement accrue à la fois dans les banques et les investisseurs institutionnels ; ce dont témoigne la faible attirance pour les obligations « vertes ». Pour rediriger l'épargne dans les investissements bas carbone, il faut abaisser les profils de risque des projets pour les investisseurs sans surcharger les contribuables ; ce que permet l'institution de la VSC qui fait reconnaître que l'abattement des émissions, joint aux investissements bas carbone dans tout le système productif, a une valeur monétaire croissant dans le temps. Pour les entreprises porteuses de projets, l'avantage se trouve dans la certitude de l'accroissement de la valeur sociale du carbone dans le temps, laquelle élève la valeur des investissements de long terme conformes à la politique climatique relativement aux autres. Mais il faut aussi que les prêteurs aient l'opportunité d'offrir des financements dont le risque est partagé à la hauteur des projets d'investissement validés par les agences indépendantes ; ce que permet un financement monétaire d'actifs carbone. Le financement monétaire a l'avantage majeur d'attribuer une valeur monétaire à l'utilité sociale de nouveaux actifs réels créés par les investissements encouragés. L'avantage social est que les projets d'investissement validés rémunèrent des réductions d'émission de GES effectives. Le gain privé est que le rendement de ces projets bénéficie aux preneurs privés du risque financier initial. Il s'agit donc bien d'une organisation financière qui vise à éliminer le divorce entre rendements privés et rendement social des investissements qui est caractéristique des domaines où les externalités sont prégnantes. L'organisation financière est alors la suivante. Un accord international institue la VSC. Il donne l'opportunité, mais n'oblige pas, les pays à orienter leurs politiques de développement dans le sens du développement durable en garantissant un montant d'actifs carbone pour une période de 5 ans. Cela permet à la banque centrale d'inscrire à l'actif de son bilan la valeur des actifs carbone garantis. En contrepartie la banque centrale peut émettre à son passif des certificats carbone. Ce sont des réserves pour les organismes financiers (banques de financement, banques de développement, fonds d'investissement) qui ont financé les projets d'investissement validés par les agences de certification. L'ensemble du dispositif est représenté dans le schéma ci-dessous. Contrairement aux politiques quantitatives menées par les banques centrales depuis la crise, le financement monétaire d'actifs carbone s'applique à la création d'actifs réels nouveaux qui ne seraient pas entrepris sans ce partage des risques. Il serait possible de sortir de ce financement monétaire lorsque la valorisation de l'externalité carbone par l'outil financier proposé convergerait avec celle qui émanerait d'une future taxe carbone »

## ANNEXE 4. Carte des initiatives de monnaies citoyennes à Bruxelles et en Wallonie

Source : Financité. (2017). *Les monnaies citoyennes ont le vent en poupe*. Consulté le 19 07, 2017, sur Financité: <https://www.financite.be/fr/article/monnaies-citoyennes>



**ANNEXE 5. Guide d'entretien**

<b>Thèmes abordés</b>	<b>Sous questions ou relances</b>
Présentation de la personne interviewée	
Informations générales sur le rôle de l'organisation	Les outils, les moyens, les objectifs, le public visé, l'adéquation moyens-objectifs, l'origine de l'organisation.
Réseau d'acteur	Partenaires, support des pouvoirs publics, implication et mobilisation des acteurs, coordination, coopération, dispositifs de communication.
Connaissances	Besoin de formation, sensibilisation, compétences disponibles en Belgique, connaissances spécialisées, connaissance sur les autres concepts du développement durable.
Motivations	Facteurs extérieurs, motivation intra entreprises, évolution de ces motivations.
Image	Culture d'entreprises, l'image véhiculée.

## ANNEXE 6. Tableau récapitulatif des personnes rencontrées

Ref	Organisation	Nom	Sexe	Age	Fonction	Ancienneté	Date	Durée	Mots clés
E1a	Ministère fédéral de l'énergie et du développement durable	Sokolowski	F	51	Responsable du développement durable	/	11/07/2017	1h10	Transversalité, Développement durable
E1b	Ministère fédéral de l'énergie et du développement durable	Blondiau	M	42	Conseillé en Economie Circulaire	/	11/07/2017	1h10	Transversalité, Développement durable
E2	Le Ropi	Meunier	M	27	Chargé de communication	2 ans	12/07/2017	1h35	Monnaie locale, Tissue associatif
E3	LRQDO	Meulenyser	F	55	Porte-parole pour la Wallonie	3 ans	13/07/2017	34 min	Réseau aidé par la technologie.
E4a	UWE	Montante	F	29	Responsable de la cellule des parcs d'activités durables	2 ans	14/07/2017	55 min	PME, EC
E4b	UWE	Cappellin	M	46	Responsable de la cellule environnement	7 ans	14/07/2017	55 min	PME, EC
E5	Financité	Palange	M	42	Responsable de formation Hainaut et Namur	2 ans	20/07/2017	47 min	Réseau de monnaies citoyennes
E6	Wavre en transition	Jadin	M	32	Membre du groupe de pilotage	1 an	22/07/2017	35 min	Réseau citoyen, EC et monnaie locale
E7	IDEA	Deplus	M	29	Gestionnaire de projet EC	3 ans	26/07/2017	55 min	EC, transversalité
E8	GreenWin	Damoisaux	F	37	Responsable Communication	5 ans	26/07/2017	50 min	EC, Pôle de compétitivité
E9	ADL Anderlues	Terranova	F	42	Agent de l'ADL	4 ans	27/07/2017	1h05	Territoire, développement
E10	AEI	Moray	M	30	Agent de coordination pour les projets d'EC	4 ans	31/07/2017	42 min	Coordination EC

## ANNEXE 7. Retranscription de l'entretien n°1

Cabinet de la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement Durable, Marie Christine Marghem	Référence : E1
Madame Sokolowski	Responsable de la cellule développement durable
Monsieur Blondiaux	Conseillé en Economie Circulaire
Date : 11 juillet 2017	Durée : 1heure et 10 minutes

**Mon mémoire porte sur l'articulation des différentes initiatives du développement durable et le cas particulier c'est entre l'économie circulaire et les monnaies locales donc comment ces deux initiatives s'articulent-t-elles entre elles ? ici j'entreprends un entretien semi-directif donc c'est vous qui diriger l'interview et moi j'ai des thèmes à aborder et des questions auxquelles je veux absolument des réponses. Je vous ai choisi vous parce que je voulais avoir des réponses des acteurs à tous les niveaux du consommateur, du citoyen, des entreprises, des pouvoirs publics.**

**Quel est votre rôle à vous en tant que ministère du développement durable ?**

**Madame Sokolowski :** Pour moi, cette législature-ci ça a été de commencer à implémenter les objectifs du développement durable adoptés à l'Union en 2015. Je suis issue de l'institut fédérale pour le développement durable et là ça fait un petit temps que l'on parle du développement durable au début la Belgique était vraiment pionnière et a une loi qui règle le cycle fédéral politique, la loi du 5 mai 1997 qui est une loi pionnière et qui règle l'emploi que l'on en fait ou que l'on en fait moins ce qu'il fait que nous ne sommes plus à la première place mais ce n'est pas un souci et donc ici on a eu à cœur d'influencer la présentation de la Belgique et de sa revue nationale volontaire devant l'ONU en juillet de l'état des lieux de la situation de l'implémentation des objectifs du développement durable en 2017. Chaque pays doit le faire et on l'a fait au début et donc il y aura une autre revue à l'ONU dans quelques années pour voir nous on en est et donc ici l'idée c'est implémenter cette politique au niveau fédérale ce qui même si il y a 20 ans qu'il y a une loi fédérale ce n'est pas encore gagner parce que le concept est très abstrait. Donc on essaie que ça devienne concret et une façon de rendre concret les débats c'est de parler de l'économie circulaire.

**Monsieur Blondiaux:** Moi je travaille sur ces questions d'économie circulaire. L'économie circulaire c'est une façon de mettre en œuvre le développement durable et moi je viens du SPF économie qui est important pour ajouter ces concepts économiques.

**Comment vous vous situeriez-vous par rapport aux autres parties prenantes du développement durable ?**

**Madame Sokolowski :** Pour moi, il n'y a que des parties prenantes dans le développement durable. Quand vous dites les autres pour moi c'est autant les citoyens que les sociétés civiles organisés que les autres parties que les autres ministres. En fait, pour moi, il ne devrait pas y avoir de développement durable parce que ce serait quelque chose que tout le monde devrait intégrer, on devrait tous être engagé sur cette voie-là. On ne devrait pas dire le développement durable mais un développement durable et donc les autres parties prenantes c'est tout le monde mais au fédéral il y a la régionalisation de pas mal de compétences. Les compétences qui restent doivent évidemment être traitées sous l'angle d'un développement durable et donc quand on parle d'énergie, d'environnement puisque c'est ce qui presse, concerne principalement la ministre ici et des compétences mais chacun est compétent là-dedans.

**Donc vous êtes là pour implémenter les mesures prises plus haut ?**

**Madame Sokolowski :** ce qu'il se passe c'est qu'à l'ONU en septembre 2015, 196 pays ont adopté 17 objectifs du développement durable, 169 sans-soucis et donc c'est notre responsabilité aussi de nous soucier au niveau fédéral de l'implémentation pour ce qui concerne le fédéral de ses objectifs de développement durable. C'est aussi un souci politique, les entreprises devraient s'en soucier, les pouvoirs régionaux, les pouvoirs locaux, tout le monde en fait, et c'est aussi notre responsabilité, c'est le cadre. Il faut savoir qu'il existe en Belgique, une vision à long terme fédérale de développement durable qui est 2050 ; qui va un peu plus loin que les objectifs de l'ONU qui vont jusqu'à 2030 et qui ont été rédigés avant, on l'avait adopté en juillet 2013.

**Monsieur Blondiaux:** Et peut-être pour revenir avec les parties prenantes si on veut être plus formel. Il y a un conseil fédéral de développement durable qui reprend les différentes organisations de la société civile, les entreprises, les syndicats, les organisations environnementales et Nord-Sud et la jeunesse. Donc si on parle de l'organisé ça existe également depuis vingt ans.

**Ça c'était juste générale. Ici j'ai quatre thèmes sur le développement durable :**  
**-le réseau du développement durable,**

**-les connaissances et les motivations pour l'économie circulaire et les monnaies locales**

**-aussi votre avis sur des cas un peu plus spécifiques**

**Sur le réseau du développement durable, comment ça s'organise parce que justement il y a tellement de parties prenantes et comme vous dites, c'est la société civile. Comment est-ce que ça s'organise vu que c'est un concept flou ?**

**Madame Sokolowski :** C'est surtout abstrait. On ne peut pas mesurer, on ne peut pas dire on a implémenté le développement durable et ça se mesure et donc forcément l'on passe par l'environnement. On peut dire que l'on a supprimé telles émissions dans l'air donc pour faire comprendre ce concept. On a commencé par des choses mesurables et c'est pour ça que l'on en reste au mesurable et c'est pour ça que le DD reste focalisé sur l'environnement parce que l'environnement c'est ce que l'on sait le mieux mesurer comme l'économie d'eau, le tri, etc. .. mais ça ne se limite pas du tout à ça parce qu'il faut intégrer le social et l'économique. Comment ça se passe ? Ça se passe à chaque niveau donc il y a un article 7bis dans la constitution qui intègre le développement durable et donc ça c'est début 2007. Chaque pouvoir est responsable d'un plémender, une transition pour que la société telle que l'on la connaît devienne plus durable intègre un mode de consommation et de production durable et donc un développement plus durable et donc ça se passe à chaque niveau et c'est de la responsabilité de chacun. Nous nous devons nous occuper du niveau fédéral.

**Comment qualifieriez-vous l'autonomie des acteurs à chaque « niveau » ?**

**Madame Sokolowski :** À partir du moment où l'on veut dire que l'on est une politique durable forcément on doit se soucier de l'impact que l'on a. On a une responsabilité sociétale, une responsabilité politique qui s'étend à l'impact des décisions que l'on prend et des politiques que l'on mène et l'impact peut se répercuter sur d'autres niveaux donc on est autonomes comme chacun est libre puisque cette liberté commence ou termine celle des autres. Pour moi, chacun peut être autonome parce que tout politique est autonome en même temps on n'est pas autonome puisque l'on est redevable aux générations futures.

**Monsieur Blondiaux :** On parle aussi bien de politique privée que publique. C'est vrai que les limites de compétences sont difficiles à travailler en terme de limite de compétence et travailler en développement durable c'est compliqué mais justement ça ne doit pas fermer des portes mais en ouvrir.

**À propos de l'aménagement du territoire ?**

**Madame Sokolowski :** Il n'y a rien à dire puisque c'est régional

**Monsieur Blondiaux :** Vu ce que l'on vient de dire on doit fermer des portes. Il y a des questions qui ont un lien avec l'aménagement du territoire, débattre de sociétés ce genre de

choses ce débat d'aménagement du territoire revient aussi mais par la petite porte c'est juste se dire on garde l'aspect ouvert et de voir en quoi au fédéral on peut contribuer à des politiques régionales.

**Mais même si vous ne contribué pas au fédéral qu'est-ce que vous en pensez ?**

**L'aménagement du territoire idéal ?**

**Madame Sokolowski :** Déjà ce ne serait plus des villas quatre façades où choisir de s'exiler parce qu'il n'y a pas de voisin et que c'est plus cool. C'est d'être rassemblé et avoir des endroits où ... et donc du moment que les gens veulent avoir leur confort, leur petite voiture et leur villa quatre façades on ne va certainement pas avancer dans un chemin durable. Il faudrait que les gens se regroupent et qu'il y ai un ensemble de différentes générations pour que la cohabitation entre les plus âgés et les jeunes existe. Pour moi, l'organisation du territoire, c'est aussi que les architectes développent des crèches au même endroit que les hôpitaux ou les maisons de repos et ça fait partie aussi de l'aménagement du territoire même si ce n'est pas exactement ça. C'est penser à une société où on crée des liens. Pour l'instant on ne crée pas de lien et où on s'exile dans de beaux paysages et on crée de la pollution où on ne devrait pas, on crée des émissions là où il n'est pas nécessaire.

**Monsieur Blondiaux:** C'est tout à fait ça, se dire que c'est vrai que c'est normal de parler de l'aménagement du territoire quand on parle du développement durable parce que c'est le plus visible que l'on peut laisser aux générations futures parce que une quatre façades en plein milieu des champs et bien le champ il sera dégradé après à part si on n'enlève tout et que l'on remet un beau champ après. Donc il faut vraiment penser aux générations futures quand on construit et que l'on aménage la structure et pour revenir au niveau fédéral on pourrait dire que l'on n'a pas de documents planificatifs et que l'on ne sait pas organiser l'aménagement du territoire mais si le fédérale l'organise aussi mais nous pas vraiment dans ce cabinet-ci mais peut-être à la mobilité quand on fait les plans de gestion des réseaux ferroviaires à un impact sur l'aménagement du territoire par exemple quand on fait le plan de survol de Bruxelles on a un impact sur l'aménagement du territoire, quand on fait des déductions fiscales pour les trajets domicile-travail, pour les voitures de société, quand on fait la répartition de zones de police aussi ou de zones d'interventions. Il y a un impact aussi mais c'est vrai que maintenant vu que la planification territoriale est plus au régional.

**Est-ce que vous êtes pris en considération ou bien il y a des interactions entre les ministères quand ces décisions sont prises ? Par exemple pour les zones de police ou autres.**

**Madame, monsieur :** non malheureusement

**Monsieur Blondiaux** : C'est mon expérience. Quand le nouveau schéma territoriale wallon, je travaillais à la région wallonne et c'est vrai que l'administration a été consulté pour contribué aussi à la vision des administrations et je crois que ça c'est fait de manière volontaire parce que le cabinet en Wallonie à ce moment-là ou je pense même que c'est le consultant à ce moment-là qui s'est dit que c'était intéressant de consulté le fédéral mais j'ai jamais vu ça autrement.

**Vous trouvez que les initiatives doivent venir des citoyens eux-mêmes et remontées ?**

**Madame Sokolowski** : non, je trouve que c'est enthousiasment de voir les citoyens s'y mettre, s'engager. Je trouve que ça doit venir d'eux parce que malheureusement les politiques continuent à avoir des idées qu'ils doivent avoir de grosses voitures pour montrer leur puissance et que si les citoyens attendent l'exemple d'en haut personne ne fera d'efforts donc j'aime l'idée que les citoyens se sentent responsables de leur planète et du lien qu'il créent; c'est magique. Donc c'était ça que je voulais dire chacun ne doit pas attendre que l'autre commence pour s'y mettre. Mais tant le politique que le citoyen ou la société civile je trouve que chacun... c'est la fameuse histoire du colibri de Pierre Rabih. Mais ce n'est pas une façon de dire que le politique ne doit rien faire.

**J'ai vu que par exemple, qu'il y avait des instruments utilisés par les autorités publiques. Par exemple, aux Pays-Bas, green deals ou alors en France ça s'appelle l'engagement pour la croissance verte. Est-ce que en Belgique il y a une initiative ou un instrument comme ça ?**

**Madame Sokolowski** : On a voulu initier des partenariats mais ce n'est pas si simple que ça et on a découvert que certaines entreprises avaient déjà des partenariats quand Delhaize crée un partenariat avec Greenpeace pour le poisson durable par exemple; on voit que ça marche les partenariats. Maintenant, initier les partenariats avec les autorités publiques c'est souvent plus compliqué parce que les gens estiment que faire un partenariat par le partenaire publique c'est un apport du publique sous forme de subsides et puis tais-toi. Et nous on aimerait au contraire que ce soit un vrai partenariat par exemple au niveau sectoriel mais pas nécessairement où chacun s'engage à avoir un résultat comme pour le bois durable. Il y avait des accords pour le bois durable comme si les sociétés qui emploient le bois allaient se mettre au bois durable certifié. Ils ont très vite atteint leur objectif. On nous a dit que l'on n'avait pas été assez loin donc un nouvel accord qui va être renégocié en 2018. Il y a des choses qui se font mais il n'y a pas un programme qui s'appelle green deals.

**Monsieur Blondiaux:** Encore dire quelque chose qui est plus proche du citoyen c'est d'agrandir les rayons dans un magasin de produits plus durables et éco-labélisés et plus concentré. Le secteur c'est aussi engagé de faire la promotion d'un lavage plus écologique à moindre températures donc se laver à 30°C ça vient aussi de cet acteur sectoriel. Pour revenir sur le green deals en néerlandais, il faut savoir que c'est une politique de relance économique donc il y a beaucoup d'argent qui est derrière et ça c'est une compétence régionale et il y a quelques jours en Flandre ils ont décidé de faire des green deals qui sont aussi des politiques de relance économique où beaucoup d'entreprises sont citées dedans et l'état ici intervient en terme de soutien pour des innovations qui pourraient être utilisées dans le cas de marchés publics et donc les marchés publics sont plus importants parce qu'il y a toutes les infrastructures dedans.

**Madame Sokolowski :** Sauf qu'au niveau fédéral, on a essayé aussi de lancer des projets pilotes mais notamment en responsabilité sociétale donc on a fait des projets pilotes avec quelques administrations pour qu'elles émettent un rapport durable sur le long terme. On a aussi voulu lancer un marché public mais je ne sais pas si on l'a fait mais la police de Sint-Petersleeuw voulait acheter des uniformes fait avec des tissus équitables, fait dans de bonnes conditions mais ce n'est pas plus généralisé mais on essaie.

**Monsieur Blondiaux :** Le programme de partenariat ne s'appelle pas green deals mais il y en a d'autre et quand on fait un marché, une étude pour connaître mieux le secteur, ça se fait souvent en partenariat avec les entreprises, avec les fédérations.

**Comment qualifieriez-vous la connaissance mutuelle entre les acteurs et les connaissances des initiatives qui sont mises en place ?**

**Madame Sokolowski :** c'est difficile car on n'en connaît peut-être pas.

**Monsieur :** moi je pars de là peut être que l'on ne se connaît pas assez mais peut-être que je me trompe parce que je n'ai pas l'impression de tout connaître et d'en apprendre encore. Je crois qu'il y a beaucoup de gens qui font du DD mais qui ne s'en rendent pas compte et d'autre qui ont l'impression d'en faire mais qu'ils n'en font pas. Et puis c'est quoi faire du DD.

**Madame Sokolowski :** Donc oui on essaie de se tenir au courant, sans préjugés, la porte du cabinet est ouverte à tout le monde donc il y a des gens qui viennent nous expliquer, par exemple, des cimentiers qui viennent nous expliquer toutes les innovations qu'ils ont mis en œuvre pour émettre moins de CO<sub>2</sub>. Moi, je ne connaissais pas particulièrement le secteur pour dire que la porte est ouverte que l'on apprend régulièrement des choses. Mais maintenant c'est évident qu'il y a sûrement des choses qui se passent au niveau régional. La question politique ou la région s'oppose au fédéral ne va pas nécessairement s'expliquer donc il y a des

trucs que l'on apprend dans les journaux. En même temps les acteurs en Belgique c'est tout petit donc il y a des gens qui vont à la fois voire la région et le fédéral donc on connaît quand même un certain nombre de choses et de gens. Le problème c'est que si chacun va dans un sens du développement durable chacun devrait collaborer mais la logique économique ou la logique en générale n'est pas de partager tout de suite mais ça impliquerait que chacun partage ses bonnes pratiques mais nous n'en sommes pas encore là.

**Monsieur Blondiaux** : Mais il y a des plateformes qui existent où on peut faire des rencontres comme le shift ou courrier and business society qui existait avant, maintenant il existe des plateformes pour chaque thématique comme l'économie circulaire à la FEB pour faire rencontrer des acteurs donc des plateformes existent dans la société civile, des plateformes existent pour réunir les sociétés civiles des différents horizons. Ça existe et ça vit. Il y a un certain dialogue qui existe.

**Est-ce que en comparaison avec les autres secteurs, est ce que vous trouvez que la communication plus importante, moins importante ?**

**Madame Sokolowski** : comme je pense qu'il y a des gens qui font du DD sans le savoir donc ils ne communiquent pas et en plus aucun journaliste ne s'intéresse au développement durable donc ça ne sert à rien de leur en parler et donc c'est difficile de se comparer aux autres secteurs. On s'en fout que l'on n'en parle pas si on agit.

**Mais vous ne pensez que pour agir c'est important d'en parler ?**

**Madame Sokolowski** : L'éternel débat est qu'il faut vendre le développement durable comme un paquet de dentifrice, oui sans doute, j'ai toujours dit oui moi et on m'a dit tu es dingue toi tu vas pas utiliser les règles des marketteurs pour un truc anti-marketing mais si il faut faire entendre aux gens ce qu'ils veulent entendre alors autant leur faire entendre. On avait le débat ce matin sur la campagne d'affiches pour les animaux abandonnés qu'il y a partout à Bruxelles. Le slogan est « quand vous adoptez un animal il fait partie de la famille donc ne l'abandonnez pas » puisque c'est la période des abandons et donc moi je trouve ça génial. Les gens ne comprennent que si on parle d'eux. On a essayé de le faire comprendre aux gens. Un collègue m'a dit mais non ce n'est pas génial parce que l'affiche est trop mignonne et ça va pousser les gens à encore en adopter et il y aura plus d'abandon. Moi je ne suis pas d'accord les gens sont touchés par des choses mignonnes donc faisons leur comprendre des choses horribles par des choses mignonnes. Et pour le DD c'est pareil il faut faire du marketing mais on m'a toujours dit que ce n'était pas la bonne chose à faire, ce n'est pas un truc que l'on doit vendre comme n'importe quoi. Je trouve qu'il faut parler aux gens comme ils connaissent et ils comprendront. La question est : quel publicitaire va faire une pub

pour que l'on achète moins? mais les gens sont prêts à entendre qu'ils peuvent acheter mieux en créant des liens. De toute façon la transition est en train de se faire donc vaut mieux prendre le changement par la main avant qu'il nous prenne par la gorge donc je pense que l'on peut faire de la pub sur ça.

**Monsieur Blondiaux:** La pub positive pour comment communiquer le développement durable si on communique catastrophiquement ça ne va pas percuter les gens. C'est quand même plus intéressant de communiquer positivement mais il ne faut pas tomber dans l'autre travers, on est allé à un forum ensemble sur le développement durable et on avait l'impression d'être dans un forum d'autre chose que sur le développement durable. Ils ne respectaient pas du tout l'éthique de leur questions d'achats, on a reçu pleins de prospectus, on avait l'impression qu'il y avait des beaux mots mais rien de concret derrière il ne faut pas non plus que ça ne devienne que du marketing. Il faut se dire qu'il y a des solutions mais il ne faut pas aller vendre n'importe quoi non plus. Dans ce sens-là le fil de main est assez intéressant parce qu'il rentre dans le fond des choses mais il est positif, il donne des solutions concrètes et il y a des bons exemples.

**Maintenant sur les connaissances, est-ce que selon vous y a un besoin de formation en économie circulaire et en monnaies locales ici en Belgique ?**

**Madame Sokolowski :** En économie circulaire ; oui sûrement mais j'ai l'impression que ça arrive.

**Monsieur Blondiaux :** Et au fur et à mesure, les gens se rendent compte mais ce n'est pas gagné parce que malgré tout c'est peut-être plus simple parce que passer au-delà du recyclage et avoir une conception des produits c'est la base, se dire que notre façon d'acheter peut changer en tant qu'utilisateur que consommateur là est ce que c'est de la formation plus que de la sensibilisation je ne sais pas. En tout cas il y a quelque chose à faire.

**Mais vous ne pensez pas qu'il y a un besoin de formation pour les personnes qui l'implémentent c'est-à-dire les entreprises ont-elle des personnes qui ont tous les outils pour la transition ? Donc vous pensez qu'il n'y a pas un manque de formation ?**

**Monsieur Blondiaux:** C'est vrai que pour les entreprises c'est difficile: pourquoi l'écoconception? parce que ça fait partie de la base même d'une entreprise qui produit un bien mais c'est de se dire j'arrête et revoir si mon produit est intéressant. SEB l'a fait ça leur a pris un certain temps mais ils l'ont fait. C'était surtout pour savoir réparer leur produit et au lieu d'utiliser de la colle, ils ont utilisé de la vis car ainsi on pourra la casser si le produit à un problème, on le répare et on met une autre vis et ils se sont rendu compte que la première construction du produit leur coûtait moins cher et donc c'est très important de remettre en

question son produit et de changer son business model et se dire moi j'ai toujours vendu des luminaires mais maintenant je vais vendre des lumen. Il faut peut-être réfléchir et prendre un peu de temps. Il y a cette information-là qui circule déjà dans les entreprises en tout cas dans celles de l'automobile, elles sont toutes au courant ou ça doit arriver mais elles se demandent si c'est elles qui vont le mettre en place ou quelqu'un d'autres. On sent bien que toutes les entreprises n'ont pas encore ce mouvement. C'est vrai que c'est plus les PME mais donc voilà pourquoi on crée des initiatives pour voir comment on fait le shift du business model et comment est-ce qu'on pourra vivre, voilà un exemple de business model, voilà ce qu'ils ont mis en place pour y arriver. Est-ce qu'il faut pour autant faire des formations avec les entreprises pour le shift peut être que c'est intéressant.

**Madame Sokolowski** : je pense que ce n'est pas plus nécessaire pour une entreprise que pour n'importe qui parce que ça fait partie d'une transition de toute la société. Chacun doit en prendre conscience qu'il soit chef d'entreprise, qu'il soit papa, qu'il soit étudiant, chacun doit comprendre qu'il est une partie du puzzle. Je ne pense pas qu'il faut une formation spécifique à l'entreprise.

**Monsieur Blondiaux** : Le cours de comptabilité ou de gestion, on nous parlait d'achat et après au fait un amortissement ou ce genre de chose. On ne réfléchissait pas à des modèles différents qui permettent parfois de rentabiliser au mieux l'investissement. Il y a le telme où elle fait ses vêtements. Au début elle voulait simplement des vêtements bio et sain pour sa fille ou son fils. Elle voulait tout simplement ça mais elle a vu que c'était trop cher elle ne savait pas comment rentabiliser son investissement donc elle l'a loué et après quelques locations son investissement a été rentabilisé. Maintenant elle le loue plus et elle s'occupe de la confection à la fin de vie du vêtement. Au début le but n'était pas de créer un business model mais de répondre à un besoin et c'est une question que les entreprises ne se posent pas toujours.

**Madame Sokolowski** : il y a quatre ans, le SPF économie et l'environnement ont eu un séminaire sur l'économie circulaire, la fonctionnalité était un thème de la journée et on était tous en train de rêver du jour où on pourrait louer sa voiture à d'autres particuliers pour qu'il y en ai moins sur la route et maintenant ça a explosé mais en quatre ans donc c'est rien. Il y a dix ans on disait que dans dix ans que ce ne serait pas possible avec les assurances et Assuralia était là et il disait que ça allait être compliqué et c'était la même chose quand ils ont voulu louer l'éclairage des autoroutes et dans le pas de calais ils l'ont finalement fait. Il y a une société de l'éclairage des autoroutes qui s'occupe de ça et s'il y a un problème c'est de leur faute. Au final c'est plus intéressant pour tout le monde puisqu'ils vont devoir payer

moins cher. En quatre-cinq ans ça c'est développé très fort. Tous les chefs d'entreprises doivent prendre conscience de ce qu'ils vivent donc il ne faut pas nécessairement de formation. Je suis donc assez optimiste.

**C'est vrai que l'on a du mal à remettre en perspective parce que tout bouge très vite, les changements ont déjà eu lieu**

**Monsieur Blondiaux:** Donc est-ce que c'est vraiment une formation ou un temps laissé pour prendre cette discussion. Il ne faut pas aller trop vite, c'est important.

Pour revenir sur les monnaies locales ont a eu une très longue discussion quand on a fait la vision à long terme. Il faut savoir qu'économiquement et surtout en termes d'idées qu'un état qui doit récolter l'impôt avec cette monnaie-là c'est très difficile parce qu'elle dépasse tout ce qu'il y a de régulier parce que la monnaie c'est un des premiers pouvoirs de l'état c'est d'émettre la monnaie donc même si les banques font de la monnaie et que maintenant il y a un certain encadrement, comment est-ce que l'on va encadrer ce fait de battre de la monnaie et aussi de récupérer les taxes parce que normalement on ne paie pas d'impôts dans une monnaie locale. Dans des communes ça se fait où on peut payer ses impôts en monnaie locale. Donc il faut voir dans quelles mesures une monnaie locale peut avoir un intérêt pour la commune mais ce n'est pas la solution à tout. C'est juste quelques choses qui permet quelques fois de réutiliser l'argent autour de soi mais d'un autre côté c'est un peu du protectionnisme c'est quand même se dire que l'on peut pas acheter à côté, on va essayer de limiter les échanges. Il y a aussi de très bons côtés comme le fait de ne pas faire d'intérêts sur l'argent ou le fait de le faire circuler de manière liquide dans une collectivité. Il y a de l'intérêt mais ça non plus ce n'est pas bon ou mauvais, il ne faut pas croire que c'est si bon que ça et en plus c'est une grande tradition belge, ça fait très longtemps que l'on a une monnaie locale et on croit que c'est magnifique mais ça fait très très longtemps que l'on a une monnaie locale en Belgique mais comme on est un pays avec des villes libres on avait beaucoup de monnaies locales même après la révolution belge on a encore eu des monnaies locales.

**Mais par contre c'est quoi votre opinion par rapport aux monnaies alternatives comme aux Pays-Bas où il y a eu le RU donc les gens faisaient des actions durables donc ils triaient les déchets, et ils recevaient de la monnaie nu qu'ils pouvaient réinvestir dans certains achats durables donc c'est une alternative qui a eu lieu.**

**Madame Sokolowski :** C'est un peu comme une carte de fidélité pour les gens qui trie mais si ça incite les gens, c'est pas mal mais de nouveau on est sur du mesurable. C'est toujours le problème du développement durable si il se limite au tri je suis très révolté mais c'est logique parce que c'est mesurable et si les gens apporte leurs bouteilles et qu'ils reçoivent une caution

pour aller racheter des bouteilles de lait en verre donc c'est logique mais du coup c'est moins transversale sauf s'ils gagnent le service d'une publicité si on ouvre vraiment alors pourquoi pas. Sans doute que pour certains gestes ça doit valoir le coup mais pas pour le tri puisque la Belgique est la championne du tri mais alors c'est plus une histoire de marketing, on pourrait le faire pour inciter les gens à arrêter de fumer. Si vous nous prouvez que vous avez arrêté de fumer pendant 3 mois vous recevez trois places de cinéma, par exemple. On le voit plus comme un moyen mais pourquoi pas. Si les gens qui ne faisaient rien font quelques choses, après c'est dommage que les gens aient besoin de ça pour faire quelque chose et après de passer le cap parce qu'on a été habitué. Ils le feront même si il n'y a plus de monnaie locale.

**Monsieur Blondiaux:** Il faut savoir que ça coute assez cher. Ce qu'il ne s'achète pas par le local, ne s'achète par le local et quel est la différence avec des éco-chèque ou des chèques repas donc on en émet aussi. Il y a déjà certaines initiatives qui existent.

**Oui, par exemple c'est l'Union européenne et les autorités hollandaise qui ont soutenu le projet pour 3,6 millions d'euros et il y a dix milles particuliers et 100 PME qui l'utilisent donc le problème c'est que tout le monde ne se met pas en marche.**

**Madame Sokolowski :** On attendait 100 000 participants au lieu de 10 000. Je suppose qu'en lançant un projet comme ça on savait à quoi s'attendre.

**Maintenant selon vous quelles sont les motivations premières des entreprises de mettre en place l'économie circulaire à l'heure actuelle ?**

**Monsieur :** 40% du cout d'investissement des PME vient des matières premières donc c'est intéressant de diversifier ses sources d'investissement donc la question est là faire des économies on a parlé beaucoup de l'énergie et de l'efficacité énergétique maintenant on pense à l'efficacité des ressources.

**Madame Sokolowski :** Mais sans parler de l'efficacité. Les 40% et ça ne va faire que augmenter et devenir de plus en plus rare de toute façon donc il y a aussi le fait qu'il n'y en aura presque plus et ça va devenir de plus en plus couteux parce qu'il y en a de moins en moins. Je crois que ça démarre d'un côté économique mais qu'ils ressentent aussi du bien-être et de la fierté et c'est aussi motivant. UNICOR est devenu le leader mondial en la matière. Au début c'était sûrement économique mais maintenant le gars en retire une certaine fierté de venir dire ce qu'il fait. De pouvoir inciter les autres.

**Monsieur Blondiaux :** Toutes les entreprises sont contentes d'avoir un produit qui fonctionne bien et d'offrir quelque chose

**Madame Sokolowski :** Et qui a quand même une valeur parce que la génération Y est quand même demandeuse de sens et que c'est fait par l'économie circulaire et quelqu'un qui en a

rien à fichtre n'attirera pas de nouveaux employés. Il y a quand même une logique évidente c'est plus enthousiasment de travailler pour Nike qui a décider de recycler ses chaussures pour faire des terrains de jeu que pour un gars qui en a rien à foutre.

**Monsieur Blondiaux:** C'est pour ça aussi que toutes ces entreprises même si elles ne sont pas convaincues et même si elles n'ont pas encore réfléchi au côté économique où c'est le baril économique qui est marginal soit au niveau sociétal ,au niveau image en interneaussi bien qu'en externe. C'est extrêmement important.

**Madame Sokolowski :** C'est vrai que CocaCola s'en fout peut-être de faire des obèses mais maintenant il a compris qu'il en vendrait plus si il s'en souciait et ils ont mis des trucs en place pour ne plus être blâmer.

**Monsieur Blondiaux :** CocaCola a justement créé une table ronde sur les questions d'économie circulaire et d'utilisation des ressources et de toutes les parties prenantes autours de la table, avec les fournisseurs, les distributeurs, les autorités publiques et en disant : on aimerait bien travailler un peu plus sur cette thématique-là. Qu'est-ce que l'on a comme conseils ? Comment est-ce que l'on peut avancer en plus dedans ? On ne veut pas être juste une entreprise, on veut orienter le mouvement parce que dans la consommation de soda on est les premiers et que c'est nous qui allons orienter tout le marché. On sait bien que si nous le faisons les autres suivront. Est-ce que l'on fait des bouteilles en plastique bio-ressourcé ? Est-ce que l'on fait des bouteilles plus légères ? Est-ce que l'on pousse pour un système de consignes ? Est-ce que l'on pousse pour le tri des déchets ? Et on leur à rappeler que si Coca-Cola arrive à vendre du Coca-Cola sexy ils arriveront à rendre l'économie circulaire plus sexy.

**Justement, vous pensez que c'est quoi l'image véhiculée par l'économie circulaire ?**

**Madame Sokolowski :** je pense que de toute façon il y a toujours des gens qui sont plus avertis que d'autres et je crois que l'on est dans la période transitoire pour trouver un public plus large.

**Et vous pensez que les gens ont une image positive, moderne de l'économie circulaire ?**

**Madame Sokolowski :** Je pense que les petits riens, il suffit de voir dans leur magasin retro paradise. Le public qui y est, est jeune. Ce n'est pas des pommés, il y a des jeunes branchés. Tous les magasins des petits riens ont été refaits et tous vendent des vêtements refaits qu'ils ont remis au gout du jour. Maintenant c'est bien vu et pas il y a dix ans. C'est de l'économie circulaire aussi et je pense que les gens le perçoivent bien et pas qu' au niveau du recyclage mais aussi au niveau de la mode. Je crois que la seconde vie est là.

**Monsieur Blondiaux** : et c'est moderne mais ce ne serait pas injuste de la mode parce que l'on revient à des choses que l'on a toujours fait avant, ça fait juste 50-60 ans que l'on avait un peu oublié et qu'on c'est un peu égaré.

**Vous pensez que quand on parle d'économie circulaire les gens incluent directement l'économie de la fonctionnalité dedans ?**

**Madame, monsieur** : non, malheureusement.

**Madame Sokolowski** : Je parlais des gens dans la rue. Non malheureusement, je ne crois pas. Déjà quand on parle d'économie de la fonctionnalité les gens ne comprennent pas de quoi on parle.

**Mais je trouve qu'il y a ce problème là avec le développement durable. En général c'est vraiment la multitude de concept qui interagissent tous ensemble, les uns avec les autres ce qui fait que des fois on est un peu perdu non ?**

**Madame Sokolowski** : Oui tout à fait mais je ne vois pas comment on pourrait faire. Je trouve que le développement durable c'est un peu surfait, un peu dépasser en même temps l'ONU a adopté il y a deux ans, les objectifs du développement durable donc il n'a pas désavoué le terme mais les gens essaient malgré tout de mettre d'autres termes parce que celui-là ne fonctionne pas et chacun essaie de réinventer : il y a l'économie de lieu, il y a la croissance verte en France, et tout le monde veut en fait dire la même chose mais je ne sais pas si il y a moyen de revenir à un concept. En fait, tout le monde veut une planète plus vivable, avec plus de liens, plus de paix, qui va s'opposer à ça : personne.

**C'est un peu ça l'idée du concept du développement durable, c'est d'intégrer tellement de dimension que personne ne pouvait être contre mais au final c'est tellement vaste que c'est difficile de implémenter.**

**Madame Sokolowski** : C'était en fait le fruit d'un compromis diplomatique. Les gens quand on leur parle, pour ce qu'ils en ont entendu croient que l'on va les mettre au régime ; plus d'auto, plus de ceci, plus de cela et donc on n'en veut pas et au lieu d'être devenu un truc positif, les gens entendent restriction : plus de vacances en avion, etc. mais c'est vrai qu'un shopping à Milan parce que le vol aller-retour c'est trente euros avec Ryanair, c'est quand même aberrant. Donc c'est très difficile de faire passer cette notion tout en disant on peut très bien vivre en se passant de tout ça à part quelques extrémistes, les familles « zéro déchets et machins » donc je ne sais pas comment il faut faire pour réconcilier tout ça.

**Monsieur Blondiaux** : Mais il y a quand même un concept qui pour moi est différent du cas porté, le fait d'avoir une définition de développement durable, c'est le fait de dire qu'il y a des bénéfices quand on fait les synergies entre différents objectifs. En travaillant en silo on a

l'impression de répondre aux objectifs et de bien fonctionner mais le fait de travailler main dans la main avec des objectifs économiques, environnementaux et sociaux et bien quelques fois les résultats sont décuplés et ça je sais pas si on l'avait bien formaliser avant donc ici cette transdisciplinarité est pour moi un objectif du développement durable c'est d'essayer de se dire qu'ensemble on peut aller plus loin.

**Madame Sokolowski :** Le problème c'est que les gens n'ont pas encore intégrés ça ; le bien-être des séniors, quand les enfants de la crèche racontent des histoires ,leur santé va mieux donc moins de médicaments, etc.. pour moi c'est ça la transversalité, ce n'est pas quelque chose que l'on met principalement en évidence.

**Mais cette transdisciplinarité est difficile ?**

**Madame Sokolowski :** Oui parce que les compétences ne sont pas.... Un politique vit sa vie de politique et a en vue son propre terme qui est son mandat, on a envie d'être réélu et donc il y aurait même moyen de faire des choses-là mais ils ne sont pas nécessairement experts en la matière pour lesquelles on les désignent, d'autant plus qu'ils n'auront pas assez de temps pour s'y mettre avec beaucoup d'énergie ,etc... Ils ne font pas nécessairement confiance aux experts avec qui ils travaillent et donc ils sont sur leur court terme et le court terme empêche souvent l'avancée plus importante. Je ne sais pas si c'est la faute des experts parce que les experts dans les administrations ne demandent pas mieux que de travailler ensemble. Mais c'est le niveau politique où chacun à pré carré comme quoi il va falloir se faire réélire, que vais-je pouvoir mettre en évidence et là aussi il peut se dire si je m'affiche avec lui je vais tout y gagner et les citoyens vont voir que l'on travaille ensemble et c'est beaucoup plus crédible. C'est ma façon de voir les choses.

**Monsieur Blondiaux:** Et puis pour chaque citoyen c'est dépassé sa petite vision personnelle. On a sa machine chez soi parce que c'est plus simple de faire son linge chez soi mais on pourrait inventer d'autres systèmes et aller faire ses machines ensembles en faisant autre chose ou se dire quand on fait un supermarché et bien on devrait obliger à bâtir des logements au-dessus comme ça on devra payer moins cher en vigiles mais voilà on ne pense pas à tout ça.

**Mais l'aménagement du territoire est très difficile de nouveau sur la question de la transdisciplinarité ?**

**Monsieur Blondiaux:** Non je ne trouve pas parce que c'est la base même de l'aménagement du territoire normalement alors oui quand on vient de l'aménagement fonctionnel : là c'était l'habitat, là c'était l'industrie, etc mais avant l'urbanisme c'était comme ça on mets des petites zones mais maintenant il faut du mélange.

**Madame Sokolowski** : J'ai entendu que Facebook allait faire son propre village on va dire c'est révolutionnaire mais c'est honteux on revient 200 ans en arrière avec les patrons qui avaient leurs employés qui étaient obligés d'aller acheter leur nourriture dans leur petit magasin.

**Monsieur Blondiaux**: Et si on voit le plan c'est ce que je critique maintenant il y a une partie bureaux, une partie logements, une partie si. Ils ne sont même pas révolutionnaires.

**Madame Sokolowski**: Oui parce qu'ils sont sur un emplacement de beaucoup d'hectares. L'idée c'est qu'il ne faut plus voyager et que tu as tout le monde à ta merci et les magasins c'est le patron qui empêche encore tout.

**Monsieur Blondiaux**: Moi quand je parlais de mixité ce n'est pas du tout ça. On a un battement, on a différentes fonctions et ce n'est pas juste se dire mixer les gens pour mixer les gens. On a un avantage économique au fait de mettre les gens ensemble je parlais des vigiles mais on peut parler du chauffage,...

**Madame Sokolowski**: Ou des voitures de la commune qui ne sont pas utilisées le weekend et qui peuvent être mise à disposition des habitants ou les parkings des administrations qui sont vides la nuit que l'on pourrait mettre à disposition des gens qui viennent en ville. Il y a pleins de trucs possibles.

**Monsieur Blondiaux** : Mais c'est là le bénéfice d'essayer de communiquer entre secteurs. Oui et il y a un défaut de communication entre les secteurs.

**Madame Sokolowski** : Je ne sais même pas si dans les communes ça existent et qu'ils sont tous ensemble sur un même projet et que les échevins se mettent autour de la table pour réfléchir. Au niveau des ministres on pourrait encore dire mais les échevins c'est sur la même commune, le même territoire et il y a de vraies compétences réelles très terre à terre. Je ne crois même pas que ça se passe.

**Monsieur Blondiaux** : Je crois plus au bottom-up qu'avant. Je crois que ça va venir de nombreuses d'initiatives qu'au-dessus mais c'est mon avis personnel.

**Madame Sokolowski** : je suis d'accord mais je ne voudrais pas dire que le politique attende que le citoyen bouge, ce ne serait pas correct ni normal.

**Monsieur Blondiaux** : Je ne parle pas qu'au niveau du citoyen, je parle aussi au niveau politique. C'est juste que les initiatives au niveau fédéral de bottom-up ça veut dire de passer de petites initiatives à de plus grandes. On ne peut pas dire du jour au lendemain on va révolutionner.

**Moi par exemple j'ai essayé de contacter l'échevin du ... de ma petite commune mais il a dit qu'il n'y avait pas d'initiatives et que au final il n'avait pas vraiment de compétences. C'est pour ça que je me posais la question des connaissances.**

**Monsieur Blondiaux :** Pour ces gens-là il n'y a pas vraiment de formation.

**Madame Sokolowski :** Si, l'union des communes organisent des formations sur l'agenda 21 qui est l'accomplissement du programme de l'ONU des principes du développement durable. Ces formations existent. Est-ce qu'elles existent toujours en 2017 je pense que oui à la demande certainement en tout cas il y a une énorme documentation sur le sujet et c'est très concret et ça permet d'en savoir un peu plus sur le développement durable. Moi ce qui m'interpelle c'est qu'il n'est pas devenu échevin du développement durable par hasard parce qu'il n'y en a pas un d'office dans chaque commune. Si il y en a un à Givry c'est que un moment quelqu'un en a parlé et a dit que c'était intéressant. Ce qui m'interpelle c'est que le gars ne mette rien en œuvre pour le titre qu'il a et c'est que quelqu'un a dû se dire à un moment c'est pertinent.

**Monsieur Blondiaux :** La fondation rurale de Wallonie, elle fait aussi certains projets pour les petites communes.

**Du coup selon vous, un projet peut-il s'organiser autour de plusieurs catégories d'alternatives économiques ? Par alternative économique je parle d'économie circulaire et de monnaies locales. Utiliser les deux alternatives pour faire un projet ou est-ce que ces deux alternatives fonctionnent-elles ensemble pour faire un projet ? ou qu'il faut plutôt cibler ?**

**Madame Sokolowski :** Je pense que l'économie circulaire n'a pas besoin des monnaies locales pour exister comme les monnaies locales n'ont pas besoin de l'économie circulaire.

**Mais vous ne pensez pas que chacune apporte un plus l'une à l'autre ?**

**Monsieur Blondiaux :** Je réfléchis pour ne pas dire un non catégorique, parce que je ne vois pas d'exemples d' « entreprises » qui fonctionnent.

**Il y a eu l'écoiris à Bruxelles c'est une monnaie locale qui n'a pas réussi à s'imposer mais pourquoi on n'aurait pas pu proposer cette monnaie locale de l'utiliser avec les vélib par exemple pleins de choses comme ça.**

**Madame Sokolowski :** Moi dans les monnaies locales je ne connais rien pour ça je suis à l'ouest je n'ai pas de monnaies locales et je m'en fout comment je fais pour avoir de la monnaie locale ?

**Vous échangez votre argent dans un point d'échange.**

**Madame Sokolowski :** Mais qu'est-ce que j'y gagne ?

**L'intérêt est que l'argent circule dans votre région plutôt que d'aller sur des comptes off-shore aux Bahamas. J'exagère.**

**Monsieur Blondiaux :** Donc on n'a pas confiance en son boucher qui ira mettre son argent aux Bahamas.

**Non parce que le boucher va mettre cet argent sur un compte.**

**Madame Sokolowski :** j'essaie juste de comprendre l'intérêt puisque je n'y connais rien. Si je sais que l'argent que j'investis va créer une coopérative qui va accueillir plus de sans-abris si il y a une finalité sociale je peux comprendre. Si le gain a une finalité sociale je pige.

**Monsieur Blondiaux :** ça ne crée pas de gain juste ça circule plus. Il n'y a pas de gains puisqu'il n'y a pas d'impôts. On n'a pas de frais à payer ce qu'il y a c'est que certaines monnaies locales dans un CPAS donnent une partie en monnaie locale donc on investit plus dans la région mais c'est quand même aussi une certaine fermeture.

**Madame Sokolowski :** Ce n'est pas grave la fermeture puisque l'on veut privilégier l'achat court donc je ne vois pas où est la différence puisque si tu privilégies l'achat court c'est quand même local. Si c'est pour acheter les légumes de telle personne c'est quand même le circuit court donc que ce soit payer en monnaie locale ou en euro ça revient au même.

**Monsieur Blondiaux :** On a une sécurité avec l'argent éditique puisque ce n'est pas particulier à chaque ville.

**La monnaie locale est complémentaire à l'euro.**

**Madame Sokolowski :** Je ne vois pas en quoi les monnaies locales favorisent l'économie circulaire.

**En fait c'est plutôt l'inverse c'est l'économie circulaire servirait d'impulsion aux monnaies locales c'est plutôt dans ce sens-là.**

**Madame Sokolowski :** Ah oui si on prend un réparateur local et que tu vas retoucher tes vêtements dans le quartier tu paies en monnaies locales et ainsi tu travailles avec des « commerces » locaux.

**Monsieur Blondiaux :** Je vois plus l'économie circulaire dans l'économie collaborative et de renforcer les services entre particuliers qui peut être considérée parfois comme une partie de l'économie de la fonctionnalité.

**Donc pour vous les objectifs ne coïncident pas toujours ?**

**Monsieur :** Je dois dire que pour le moment il y a une telle multiplication de monnaies réelles ou virtuelles et on fait de la spéculation sur la monnaie sur des sites d'échanges d'actions collaboratives. Il y a de tout pour le moment qui circule et on en perd peut-être l'essence que la monnaie c'est l'échange d'argent. Peut-être que pour le moment la monnaie que l'on a, on

ne la dépense plus assez. Il faut peut-être revenir à ces fondamentaux-là aussi et se dire que quand on va au magasin et que l'on achète des choses qui viennent de l'autre bout de la terre, on doit avoir une monnaie locale pour nous rappeler qu'il faut acheter local peut-être. En tout cas ça permettra aux PME de se dire je peux regarder autour de chez moi si il y a quelqu'un qui produit des biens qui répondent à ma demande.

**Est-ce que vous pensez que j'ai omis un point important sur le défaut d'articulation qui pourrait avoir entre l'économie circulaire et les monnaies locales ? sur le développement durable ?**

**Madame Sokolowski** : La monnaie alternative à laquelle je pensais, celle qui crée vraiment du lien qui est plus sûr du DD et qui pour moi est plus intéressante est la monnaie temps et donc là on est vraiment dans le développement durable et aussi peut-être créer de l'économie circulaire.

**Monsieur Blondiaux** : Tout ce qui est plus symbiose entre les entreprises où on utilise un rebus qui quelques fois entre PME pourrait venir en lien avec ces monnaies locales. Je pense qu'il ne faut pas une monnaie pour ça. Peut-être que la monnaie permet aux gens de se rencontrer une fois. Au niveau des communes si on trouve que les personnes ne se parlent pas assez entre elles alors c'est peut-être une solution.

## ANNEXE 8. Retranscription de l'entretien n°2

Le Ropi	Référence : E2
Monsieur Meunier	Responsable communication
Le 13/07/2017	1 heure 35 minutes

**Pour remettre en contexte, donc moi, je m'intéresse sur l'articulation des différentes initiatives du développement durable et donc le cas particulier que j'ai choisi est l'économie circulaire des monnaies locales. C'est un entretien semi-directif donc c'est plutôt vous qui allait parler.**

**Premièrement, des informations générales sur votre rôle dans Le Ropi donc est-ce-que vous pouvez m'expliquer l'initiative ? Quels outils ? Les moyens que vous utilisez ?**

**Monsieur Meunier :**Je vais peut-être reprendre un peu par le dessus pour expliquer un peu dans quel contexte nous sommes. Donc la ville de Mons, c'est vrai aime bien proposer différentes alternatives vis à vis du développement durable que ce soit la monnaie alternative dont vous avez certainement entendu parler de Mons en transition ( Mons en transition est un organisme qui promeut justement les contacts entre les différentes initiatives citoyennes, asbl, etc...), c'est déjà une structure tentaculaire qui permet si on prend contact avec Mons en transition et que l'on a des questions sur la monnaie alternative. On est directement retransphéré chez nous. Nous avons d'excellents contacts avec eux. Je parlais encore avec une amie qui travaille juste derrière qui est justement une des coordinatrice de Mons en transition c'est Isabelle K. Je fais partie ainsi qu'elle de la renaissance du CPDD à Mons qui est le comité participatif du développement durable. Ce n'est pas nouveau d'un point de vue dates. Ce qui un peu nouveau cette année-ci ça fait la troisième fois que l'on tente de le remettre en place parce qu'il a à chaque fois raté à sa création donc en deux mots ce comité, c'est un peu une initiative de la ville de Mons donc il y a un petit volet politisé qui est porté par l'échevine Sabine Moucheron entre autre l'échevine CDH du développement durable. Le but, en fait est de faire une table ronde où il y a certain, en tout cas, un représentant de chaque parti politique pour ne pas qu'il y ait de sous-entendus ou d'orientations directes donc il y a toujours un membre qui est invité et en face un représentant des différentes asbl montoises et de membres, j'ai envie de dire, citoyens de tous horizons. C'est vraiment le but de se mettre à table et que peut-on faire pour améliorer.

### **Cela arrive souvent cette table ronde ?**

C'est la deuxième cette année-ci. La première réunion a eu lieu il y a environ 1 mois et la seconde, il y a deux jours et donc on verra un peu la direction que ça prendra parce que c'est un peu récent mais ça laisse parfois un goût amer en bouche parce que étant du milieu associatif ça nous prend énormément de temps parce que c'est quelque chose en plus du métier, je suis ingénieur parmi tant d'autres mais il y a des métiers aussi très prenant. Quand on revient de sa journée et que l'on doit faire ça en plus, on aime bien que ça porte ses fruits et que l'on ne perde pas son temps et ce genre de comités parfois un peu ennuyant surtout quand il est politisé parce que l'on a parfois l'impression que les projets de grande ampleur qui ont besoin de fonds un peu plus importants ne sont pas toujours portés parce que entre guillemets il y a des gens payés pour ça et on rentre directement dans le monde politique qui n'a pas toujours envie de faire des concessions et surtout ça n'a pas toujours un impact positif auprès de la population et le politique aime bien que ses actions soient positives qu'il lui permette d'être réélu l'année qui suit surtout ici dans un contexte très particulier dans l'associatif et le développement durable parce que en 2018 on a les réélections et donc le politique ici essaie d'être très très proche du milieu associatif pour redorer un peu leur blason qui a été très détérioré par certaines actions politiques qui ont été prises à la ville de Mons par les problématique du IKEA et du PRIMARK donc on est dans un contexte d'un point de vue histoire assez particulier et donc pour vous dire qu'il y a plusieurs initiatives déjà qui essaient de centraliser un peu les différentes asbl. Le CPDD c'est anecdotique. On a Mons en transition qui a vraiment cette volonté et qui fait bien son travail et on a par contre, auprès des commerçants, plutôt un commerçant en particulier que je connais ; il y en a certainement d'autre qui est le laduhautbois . Vous en avez sûrement entendu parler ; rue du haut bois vous descendez la rue ici vous tournez à gauche c'est en face de la huchette (magasin bio) et c'est ce que l'on pourrait appeler des salles d'exposition-café après si voulez je vous feraifaire un tour et vous montrerai les différents acteurs. C'est donc lui-même un éco-conseiller ou on va dire un bourgmestre. C'est un éco-conseiller je crois d'une autre ville et donc il est vraiment verser dans ce concept d'écologie, de développement durable, changement de mentalité, transition. Il propose à son endroit de pouvoir chaque fois assister à une exposition d'un artiste local qui est, on va dire, au mur pendant un mois. On peut manger et boire sur place et il accueille beaucoup d'évènements de type soirées débats où on est souvent invité pour aller donner notre avis sur une thématique. C'est là aussi que l'on a fait notre précédente assemblée générale en octobre de l'année passée. On ira sur le fonctionnement européen après mais il y a beaucoup de chose à passer en même temps.

M.A.R.S.Mons Art... c'est un acronyme. C'est avec art au carré, l'école d'art de Mons, il y a une plateforme qui s'appelle MARS et qui de temps en temps essaie aussi d'être en relation avec cette fois-ci avec Mons en transition et pas avec Le Ropi parce qu'il essaie aussi de ne pas mettre tellement le développement durable mais plutôt le changement des mentalités citoyennes donc il y a beaucoup de choses à Mons. Beaucoup de choses qui partent un peu dans tous les sens. On a du mal à suivre la concrétisation des projets c'est vraiment là où le bât blesse selon c'est qu'il y a d'excellentes bonnes idées mais quand il s'agit d'aller dans le volet participatif : là il y a beaucoup moins de monde... C'est le syndrome français (la grande gueule et les petits bras)

Maintenant, concernant Le Ropi, c'est à Mons, la seule entité qui s'intéresse aux monnaies alternatives. Ce n'est pas la seule en Belgique mais la première à exister. Le Ropi en lui-même a été créé il y a 8 à 9 ans. C'était à la base le projet d'une haute école si mes souvenirs sont bons c'est l'école à côté de l'hôpital Ambroise Paré. (école des ursulines) C'était un projet de fin d'année en se disant que ce serait bien de lancer une monnaie alternative parce que on en parlera après c'est le pourquoi d'une monnaie alternative il y a pas mal de bons avantages. C'est justement des étudiants en économie d'une haute école qui ont lancé le projet. Ça a été porté aussi par un de collaborateur qui est toujours ici un des administrateurs qui avec moi. Je crois que je vous avais dit que j'étais un des administrateurs. Je suis administrateur-secrétaire. L'administrateur est Fabien Dortu qui a assisté à la première monture du Ropi. Le projet dans les grandes lignes c'est plus ou moins ce que l'on fait ici. Le but de faire une monnaie alternative égale à l'euro donc c'est du 1 pour 1 ça ne change pas dans le temps et le but après c'est d'aller essayer que certains marchands l'acceptent et que les citoyens puissent l'utiliser. Le souci déjà c'est que à cette époque-là c'était des étudiants donc une fois que le TFE est fini on est bien tranquille de partir du temps et la grosse erreur qui avait été commise à l'époque c'était de faire une publicité très intensive auprès des utilisateurs c'est-à-dire les citoyens avant qu'il y ait un bagage de commerçants suffisants pour éponger le Ropi en circulation ce qui s'est passé c'est que beaucoup de gens comme un jeu de Monopoly ont voulu acheté la monnaie et se sont rendu compte dans les semaines qui suivaient qu'ils ne pouvaient la dépenser nulle part donc ça a fait un gros flop il y a eu une conférence médiatique, presse, etc. on a découvert que tout le monde voulait un peu son billet et on s'est rendu compte qu'il y avait peut-être deux sandwicheries qui pouvaient l'utiliser donc ça n'avait aucun intérêt et donc ici dans la nouvelle mouture on fait complètement l'inverse. C'est-à-dire de partir avec un consensus commerçant qui est fort avant dans faire une publicité auprès du public.

### **Et ça fait longtemps que vous avez changé de stratégie ?**

Plus ou moins entre 3 et 4 ans, moi je suis le dernier arrivé et par le plus grand des hasards pour faire rapidement la précédente mouture est complètement décédée après 4 ans d'utilisation et il y a 3-4 ans ça a été repris. Les statuts plus juridiques ont été complètement réécrits et ils sont disponibles auprès de l'organisme belge fédérale donc tout est légal, tout est inscrit on ne fait pas ce que l'on veut, on a une assemblée générale, on a un comité d'administration c'est vraiment des choses plus stricte qu'il n'y avait pas lors de la première monture et dans les administrateurs on a Laurent Cardon qui est un peu notre expert informatique entre autre et qui est un ami de promotion donc ingénieur civil en informatique entre autre parce que l'on a plusieurs casquettes et je me suis intéressé personnellement aux problématiques des monnaies alternatives parce que il n'y a rien à faire on a ça dans le sang ou on ne l'a pas à un moment en tant qu'ingénieur dans son métier on essaie d'améliorer les choses surtout en chimie on essaie d'améliorer les procédés quand on rentre chez soi je me dis qu'est-ce que je pourrais faire de plus dans l'associatif et étant ingénieur j'aime beaucoup les sous et je me suis intéressé tout particulièrement à la monnaie alternative et j'ai commencé à creuser, à essayer de comprendre son bien fondé parce que au début j'avais du mal à comprendre en quoi une monnaie équivalente à l'euro peut apporter quelque chose de bien dans une ville, j'avais beaucoup de mal avec ça et donc je me suis intéressé à ça. Je savais qu'il y en avait une à Barcelone qu'il y en avait plusieurs en Belgique dont le Ropi. J'ai dit ça tombe bien j'habite à Mons et donc qui je vois dans le comité Laurent je me dis mais qu'est-ce qu'il fait là-dedans et donc on a pris contact et de fil en aiguille. Donc nos objectifs sont de Redynamiser l'économie locale et de favoriser les circuits courts, de lutter contre la concurrence des grandes enseignes et favoriser l'entraide. Maintenant je travaille avec eux depuis un an et demi presque deux ans et là il y a un peu une nouvelle dynamique. J'ai pris une place qui me convenait parfaitement et que les autres n'aimaient pas. Je suis le démarcheur qui passe dans tous les magasins pour voir si tout va bien qui est en contact avec la clientèle

### **C'est un rôle important ?**

Oui mais qui n'est pas toujours aimé par les gens parce que déjà il faut répéter souvent la même chose, il faut consacrer beaucoup plus de temps même si les autres en consacre aussi. Démarcher ça prend une demi heure minimum quand vous en avez trois sur la journée vous devez perdre deux heures. Donc il faut avoir l'emploi du temps qui va avec et il faut avoir une certaine pédagogie parce que vous avez à Mons et surtout dans le Hainaut vous êtes face un public qui n'aime pas que l'on chipote à leur portefeuille ils n'aiment pas avoir un billet de

monnaie de singe c'est le cas de le dire ici j'ai justement un très bel exemple avec l'instant thé. J'aime beaucoup aller acheter mon thé là-bas et elle m'en a encore parlé, elle voudrait adhérer mais elle n'est pas encore prête parce que savoir qu'elle n'a que 10 pourcent de sa caisse qu'elle peut utiliser auprès des autres commerçants ça la chipote. Il y a vraiment cet apriori inconscient dans la botte du Hainaut. Chipoter au portefeuille on n'aime pas ça, on a une population, on a un secteur qui est plus pauvre que dans certaines autres communes. Attention je ne dis pas que l'on est tous à la rue et donc savoir que l'on a que dix pourcents de son portefeuille dans certains magasins on aime pas ça parce que les gens aiment bien généralement faire leurs courses au Colruyt ou à certains endroits où on sait que c'est moins cher moi le premier sur certains articles et cette monnaie que l'on ne peut pas utiliser ça dérange donc il y a quelque chose de négatif dans cette monnaie alternative. Il y a une force et une faiblesse. On verra la force juste après.

L'organisation générale du Ropi est divisée en un comité d'administration et en 3 grands collèges :

- le collège des commerçants
- le collège des associations
- le collège des « simples participants »

A côté de ça il y a le comité d'administration qui ne rentre pas là-dedans, j'avais mal expliquer la chose. Dans le comité d'administration qui est réélu tous les quatre ans mais c'est quelque chose que l'on voudrait changer parce que le souci si une fois on a un poutch rouge comme les révolutions d'octobre. On a tout le comité d'administration échangé en un coup après 4 ans et le nouveau comité qui viendrait, qui sait absolument pas quoi faire, qui ne connaît pas les antécédants donc on pense toujours changé les personnes tous les quatre ans mais tous les deux ans c'est-à-dire changé 50% du comité tous les quatre ans ça c'est une vraie formule que l'on voudrait proposer l'année prochaine simplement pour éviter qu'il y ait des transitions trop brusques lors d'une révolution rouge.

Dans le comité d'administration, on est 5 ou 6 avec des postes ronflants comme le trésorier, le secrétaire, le responsable des comptes, etc. mais en pratique tout le monde fait un peu tout. Mais si il y a un problème dans les comptes c'est la faute du trésorier et si il y a un problème de communication c'est ma faute. On a redéfini officieusement nos rôles parce qu'il y a des choses que l'on préfère et de celle que l'on aime moins. Je suis une vraie lame en informatique surtout en matière de codage donc j'ai gentiment dis que je n'y toucherai pas. Par contre j'adore le contact client et donc justement Laurent s'occupe du développement et s'assure qu'il n'y a pas de problèmes et moi je vais vraiment au contact des commerçants,

Fabien Dortu est pour l'association, on a aussi Alexandre Bertrand qui est un de nos membres qui est lui aussi très fort dans l'association, dans le commerce mais qui est plutôt basé à Bruxelles mais qui est de souche montoise et donc il garde de très bons contacts et lui on va dire qu'il a des contacts avec les commerçants mais les plus gros. Je prends par exemple les halles du manège on va dire les commerces de plus grandes envergures et on a aussi également Adrien que l'on voit moins souvent ces temps-ci. Il y a une dimension humaine derrière quand je suis arrivé il y a un an et demi j'avais un esprit très cartésien et pragmatique lié à ma formation et donc à partir du moment où on vient en réunion, on travaille en réunion après on peut déconner, boire, etc. on avait un membre en question qui était beaucoup plus jeune et qui donc même en réunion avait un esprit un peu plus volage et c'est vrai que j'ai recadré plusieurs fois et je dois avouer que alors le courant passe un peu moins bien. Je le vois personnellement moins souvent. Au point de vue du comité d'administration légalement dans nos statuts il est mis que l'on se réunit 2 fois par an mais on va passer à une fois par an parce que préparer une assemblée prend du temps et on aimerait mettre ce temps à profit à démarcher ou à faire certaines choses on estime actuellement qu'une fois par an devrait suffire. Au point de vue vote dans l'assemblée, c'est important de le souligner, quiconque paie sa cotisation pour le droit de vote sur les différentes propositions de loi et surtout pour l'adhésion de nouveaux commerçants. Donc nous durant l'année que faisons-nous ? (tout dans le folder pour les commerçants)

On a une pré grille qui permet aux commerçants de nous joindre ou nous lorsque que l'on fait un démarchage sous l'impulsion de quelqu'un de se poser la question si le commerçant correspond à nos critères. On a un organigramme avec quelques questions (oui/non) et pour voir si le commerçant convient à la mentalité du Ropi. C'est intéressant de vous dire ça car quand on fait ça entre deux assemblées générales soit de nous-même ou sous l'impulsion de quelqu'un voir quel commerce pour être intéressant pour le Ropi. On va les démarcher et voir si ils acceptent et à l'assemblée générale on vient avec la liste des commerces qui ont acceptés de démarcher et de commencer la cotisation et seulement à l'assemblée générale on choisit avec quel commerce on va travailler. Un commerce rentre dans le Ropi que lorsque l'assemblée générale l'a accepté.

Ce qui prend le plus de temps c'est que le commerçant veuille rentrer dans le Ropi et non pas l'assemblée générale car c'est à l'assemblée générale que l'on choisit qui rentre ou pas. Il y a quelques cas litigieux où nous demandons à nous revoir. Mais lors de nos assemblées générales on aime bien faire des sortes de pièces de théâtre pour mettre les gens devant un cas concret car on pense par exemple à un cas litigieux comme le carrefour express qui oui a une

gamme bio mais on va vers un litige pour que le commerce soit accepté dans le Ropi il faut que le patron soit montois. Il y a plusieurs critères à respecter : pas employer d'esclaves, etc. on aime bien qu'ils soient locales, que le siège social soit montois et c'est encore mieux si les produits sont locaux mais ce n'est pas le plus important. Mais là on a un problème c'est que l'enseigne locale de par le fait qu'elle est indépendante mais elle est rattachée à un groupe international voir mondial et là c'est ennuyant parce que c'est comme un espion qui voudrait rentrer le cul entre deux chaises, on en avait discuté en commission pas parce qu'il est intéressé mais parce que nous prévoyons que certains commerçants voudraient que ce commerce soit dans le Ropi car énormément de commerces vont acheter des produits chez lui de temps en temps la brique de lait qui manque ou le morceau de viande ou ... On savait que l'on allait nous le demander donc on voulait anticiper ces choses-là car ce sont des décisions qui prennent du temps et à l'assemblée générale c'était catégorique 99% de l'assemblée a dit non seul moi ai joué l'avocat du diable et ai proposé cette demande alors qu'il y a d'autres commerces montois qui vendent des produits locaux mais qui n'ont une moins bonne réputation et que là la question ne se serait pas posée donc l'avis de l'assemblée générale est très important et comme c'est une assemblée générale citoyenne, vous êtes parfois face à des gens qui prônent des valeurs personnelles mais qui ne sont pas les valeurs prônées par le Ropi et par exemple pour le carrefour express quelqu'un m'avait dit clairement : « non on ne veut pas qu'il soit dedans parce qu'il n'est pas bio ». C'est vrai que le bio c'est bien, il a le vent en poupe mais maintenant il faudrait définir ce qu'est le bio, on est un peu tous derrière ce label-là mais ce n'est absolument pas la valeur portée par le Ropi donc c'est un peu à nous d'orienter les débats et porté l'attention et bien faire comprendre aux gens qu'ils adhèrent au Ropi mais qu'ils adhèrent aux valeurs du Ropi et pas à leur idéologie personnelle. Nous c'est ce que l'on dit quand on vient parler à l'assemblée générale on doit différencier nos opinions de celles « du parti », du Ropi c'est un peu comme un parti politique à un moment vous devez être en accord avec le parti à partir du moment où vous avez une étiquette. Si les idées que vous véhiculez ne sont pas en accord avec les votes, vous avez la déontologie de parti ou vous vous abaissez aux idées du parti c'est un peu la même chose, donc il faut avoir l'intelligence ou l'ouverture d'esprit de différencier sa volonté de la volonté du Ropi.

#### **Avez-vous des aides au niveau de la commune ?**

Oui et non

#### **Comment ça s'organise ?**

Il y a 8 ans, il y a eu une bourse de la fondation roi Baudouin qui permettait à l'époque la promotion de ce genre de projet parce qu'il était créé justement par une école, pour mettre en

place et il y avait une volonté de développement durable mais surtout une volonté d'éducation citoyenne. Il faut savoir que pour avoir des fonds publics, pour le développement durable c'est extrêmement difficile. Il vaut mieux jouer la carte de l'éducation citoyenne. Depuis 8 ans, nous n'avons plus rien eu. On essaye mais c'est presque impossible parce que les canevas deviennent de plus en plus stricts et en gros on ne rentre plus dans les cases parce que la formation citoyenne c'est difficile de la faire jouer vraiment à notre niveau parce qu'on fait du démarchage. C'est un peu comme si on prenait Oxfam, on essaye de promouvoir le développement local, on essaye de faire de la réinsertion, des choses comme ça, mais en termes d'éducation citoyenne à part les quelques conférences que l'on fait. Vous voyez je ne suis pas en train d'arranger les foules, on peut difficilement parler d'éducation citoyenne ce qui me permet de citer un organisme qui a été très important mais qui l'est un peu moins maintenant c'est Financité donc évidemment on est rattaché à Financité et on travaille avec. On a eu quelques froids personnellement, le Ropi n'a pas de froid avec eux mais c'est-à-dire qu'ils viennent faire quelques conférences au laduhautbois où on est aussi invité à l'arrache déjà ils nous donnent l'invitation 3 jours à l'avance alors que moi qui aime bien préparer un mois à l'avance, je le prends très mal quand on va à certaines conférences ils parlent des autres monnaies alternatives celles de Liège, Lobbes, Tournai, Charleroi,... Il y en a un peu beaucoup ça part dans tous les sens. Il faut que l'on reste correct et que l'on respecte sa zone de délimitation et il ne faut pas que l'on aille empiéter sur le territoire des autres parce que là on fait des guerres c'est comme ça que l'on a créé les premières guerres de la monnaie. Parce que tant que la petite monnaie se développe ça va mais quand vous avez une monnaie à deux communes il faut savoir comment va jouer la bordure.

Financité est un organisme qui regroupe toutes les actions principalement sur les monnaies alternatives. Il y a aussi un volet sur le développement durable mais c'est un peu le Mons en transition de la monnaie alternative. On pourrait l'utiliser en tant qu'organisme publicitaire et il n'attend que ça mais on a peu de retour de leur part. Parce que quel est l'avantage de Financité c'est que nous en étant avec on fait un peu leur publicité comme quoi on travaille avec Financité qui est une banque éthique. Il faut savoir que tous nos Ropis qui ont été imprimés équivalent en euro assuré sur un compte en banque qui est sur une banque éthique. Je pense que Financité est une banque en elle-même. On a eu quelques conférences et on a fait quelques conférences avec Financité mais malheureusement quand ils citent les exemples de monnaies alternatives malgré que l'on soit la première et que l'on ne fonctionne pas trop mal vis-à-vis de projets qui ne sont encore que sur papier. Nous ne sommes jamais cité. C'est vraiment un peu ce que je leur reproche parce qu'ils profitent de notre publicité mais nous

n'avons rien en retour. Le fait d'appartenir à Financité cela nous permet de promouvoir l'éducation citoyenne.

### **Est-ce que Financité propose de vous aider si vous avez quelconque souci ?**

Ce n'est pas leur prérogative. C'est un peu comme un appel à projet si vous ne remplissez pas les cases vous n'avez pas droit à des fonds.

### **Comment se passe un démarchage en tant que tel ?**

La première phase c'est de voir s'ils correspondent à nos critères parce que sinon ça ne sert à rien d'y aller. Ensuite, on regarde quel type de commerce est-ce?. Il faut que le gérant ai une certaine sensibilisation à la problématique du développement durable et de l'éducation citoyenne et qu'il soit intéressé. Il faut se rendre compte qu'un commerçant c'est avant tout un commerçant. C'est l'argent dans le tiroir-caisse surtout à Mons où le loyer est très cher pour un commerçant et où les revenus ne sont pas fameux surtout avec les quelques mauvais coups qu'a fait l'administration montoise à savoir bloquer la Grande rue de la gare actuellement qui rend très difficile l'accès en voiture, détruire la moitié du piétonnier suite à l'arrivée de PRIMARK qui est en travaux c'est une ruine à ce niveau-là et à l'établissement des grands près qui a complètement délocalisé le commerce montois.

Les politiques montois essaient de faire beaucoup d'actions citoyennes car surtout les anciens commerçants n'aiment pas la ville de Mons comme elle est là pour redorer le blason à l'aube des élections de 2018. On a eu il y a quelques mois une réunion avec le cabinet Martin qui est le premier échevin de Mons après le bourgmestre Elio Di Rupo qui est très content du Ropi ,qui voulait vraiment le promouvoir avec des sturats en t-shirt rouge pour qu'ils aillent démarcher auprès des commerçants. Il propose pleins de choses positives sur le papier mais il y a à l'arrière un racolage politique dont tous les mails que l'on devraient envoyer tous les papiers seraient inscrits du logo de la ville de Mons quelque chose que l'on voulait éviter parce qu'on ne veut pas leur donner l'occasion de se redorer le blason même si il y a peu de chance que l'on voit un changement ici c'est quand même une des grandes passions du PS montois. On s'attend pas à un changement radical et surtout il est hors de question d'associer la ville de Mons au Ropi parce que là on perdrait 50% de notre clientèle donc de nos commerçants c'est comme si on s'associait avec l'ennemi.

Au point de vue démarchage, il faut voir si le commerce est intéresser et sa rentrée monétaire. Je prends l'exemple de la Grande Place, ça marche bien la plupart du temps parce que si vous avez soif vous venez boire à la Grand Place. Les commerçants de la Grand Place sont moins touchés par la crise de la délocalisation de l'avenue piétonne et des grands près donc venir leur proposer une monnaie alternative ça va déjà les ennuyer pour un circuit court et venir

avec des valeurs humaines que monétaire. (80% n'en a rien à cirer). Ici c'est parce qu'il est adhérent du Ropi depuis 8 ans et il a assisté à la première mouture. On a eu du mal à le remettre dedans, il a dit oui par principe mais maintenant il est complètement adhérent mais il ne joue pas vraiment le jeu de la circularité. Il y a des gens qui payent en Ropi et lui nous le rend ensuite.

### **Y a-t-il beaucoup d'acteurs qui viennent reconvertir leur Ropi en euro ?**

Ça ne sait encore jamais vu et on ne veut pas que ça arrive.

Dans l'exemple du démarchage, supposons que quelqu'un soit intéressé et bien commence le processus de discussion c'est-à-dire de voir à partir d'où il faut reprendre l'explication sur la monnaie alternative. Il y en a qui ne savent pas du tout ce que c'est. Quels sont les grands bénéficiaires et la mise en œuvre. Certains commerces achètent une certaine partie en Ropi pour commencer à jouer le jeu et à rendre la monnaie, etc. ça arrive mais c'est plutôt rare. Normalement c'est le consommateur qui vient avec ses ropis au magasin pour faire en sorte d'évacuer leurs ropis. Il faut au moins compter 3 passages avant d'avoir une signature. 3 passages ce n'est rien c'est même excellent moi je suis très content quand j'y arrive en 3 passages. Par exemple, la cocotte, c'est une sorte de cantine moderne où il y a chaque jour un menu du jour et le choix entre 3 plats. C'est Myriam la directrice de la cocotte. Elle est très favorable pour le développement durable et donc quand il lui a parlé du Ropi elle était super contente et en 1 heure c'était signé. Ça arrive une fois tous les 10 ans mais ça arrive.

La boucherie ABC, le mauvais garçon m'a bien ennuyé. Lui il m'a fallu un an et demi pour le convaincre. Il faut vraiment être patient quand on est avec cette démarche-là. Quand vous êtes dans une optique de convaincre et de répondre aux questions si il n'accepte pas c'est votre faute mais quand vous arrivez avec les documents non signé mais qu'il dit oui, vous ne savez rien faire d'autre que de repasser la fois suivante c'est extrêmement vexant. Au point de vue du Ropi, les deux grandes questions que l'on a au niveau des commerçants c'est « Mais à quoi ça sert si c'est un ropi pour un euro ? » et surtout « Qu'est-ce que je fais des ropis après ? » C'est vraiment la peur du fond de caisse qui s'accumule et c'est là qu'il y a une batterie de choses que l'on peut mettre en place pour les évacuer. Dans tous les cas le moyen le plus important pour un commerçant d'évacuer ses ropis c'est de rendre la monnaie. Ici ou n'importe où vous avez une addition de 8€. C'est proposer de rendre deux ropis alors ça, ça ne se fait que si le commerçant veut bien jouer le jeu donc normalement il est censé le faire et il faut avoir le temps, c'est possible qu'avec quelques habitués et hors heure de rush. Mais normalement c'est ça le jeu c'est aux commerçants juste de dire est-ce que je peux si l'autre il dit oui c'est bien, si il dit non et bien tant pis, et si quelqu'un est intéressé on donne un petit

folder comme je vous ai donné et on prend contact avec nous et peut-être à la prochaine fois, etc. Mettre la petite graine qui va germer, ça c'est la première chose. La deuxième chose c'est de trouver un partenaire chez qui on peut dépenser ses ropi. Donc ici au carillon ils ont un volet nourriture et peuvent aller acheter leur viande à la boucherie ABC avec des ropi et ensuite c'est à la boucherie ABC de trouver un autre partenaire et ça c'est un travail ;à nous de faire la fameuse boucle vertueuse que quiconque achète finira bien par le donner à quelqu'un d'autre et ça on a besoin de l'aide des commerçants qui viennent se plaindre comme quoi il n'y a rien qui vient, vous ne nous donnez pas la liste des commerçants chez qui vous vous approvisionnez comment voulez-vous que l'on démarché vos fournisseurs si vous ne les donnez pas et donc là le serpent qui se met hors la queue à ce niveau-là. Il y en a qui disent qui vont les donner et ils ne les donnent pas toujours et c'est un deuxième travail en tant que tel. Maintenant ça serait très important si on avait une masse monétaire mise en circulation très importante. Celle mise en circulation est tout de même imposante, elle s'élève à plusieurs milliers de ropis entre 3000 et 5000 ropis mis en circulation mais qui ne sont pas au même endroit.

On peut aussi en tant que commerçant échanger soit même dans sa caisse des ropis contre des euros. Par exemple, le cellier des fripiers est un des commerces ambassadeurs du ropi car elle en parle à toute sa rue dès que quelqu'un est intéressé il me demande un commerce qui fonctionne bien et je lui parle de celui-là et elle vous parle aussi pendant deux heures car elle adore ça. Elle échange ses ropis contre 5€ et va chercher un sandwich sur le temps de midi avec ses ropis. Donc le commerçant avant tout est un citoyen en tant que tel et peu prendre des ropis dans sa propre caisse. Quand le commerçant se rend compte qu'il a trop de ropis dans sa caisse il nous téléphone au secours et quand il nous manque des ropis on peut aller échanger 50 ropis contre 50 €. Il faut se rendre compte qu'il y a très peu de ropis dans un fond de caisse. Les commerçants ont très peur alors que le risque est presque égal à zéro. Si pour lui 100 ropis c'est trop. Il y en quatre qui vont venir m'en demander. Il n'y a pas assez de circularité pour avoir peur de l'accumulation mais je leur dis déjà parce que nous on essaye de créer une structure qui est un peu immuable parce qu'un commerçant aiment bien les habitudes si c'est comme ça depuis 4 ans ça devient un automatisme si on se rend compte qu'il y a à chaque fois des problèmes ça ne mettra pas le commerçant en confiance et nous ça nous ennuerait donc on essaie de penser à tout dès le début. Dernier point, quand le commerçant soit il en a trop et on ne trouve pas de solution soit il est dégouté et alors là il demande ce que l'on appelle le rédimage c'est-à-dire redonner la valeur de ropi en euro alors là il quitte le ropi. Pour l'instant vu que l'on essaie de mettre en confiance la taxe de rédimage

s'élève à 0% donc quelqu'un qui a 300 ropis reçoit 300 € de notre part. Donc officiellement la taxe s'élève à 5% mais nous ne l'appliquons pas parce que ce serait contre-reproductif car ça mettrait une crainte supplémentaire au commerçant. Il y a deux documents à faire signer quand on devient membre tout d'abord il signe les valeurs du Ropi qui sont définies par l'assemblée générale et son adhésion formelle. Au point de vue des cotisations, il y en a 3 :

-pour le commerçant c'est 20 ropis

-pour les associations c'est 15 ropis

-pour le petit peuple c'est 10 ropis

S'il veut payer en euro c'est 5€ de plus, vu que je suis le démarcheur et le secrétaire je leur dit que le but ce n'est pas la différence de 5€ qui est importante c'est qu'il soit membre actuellement si vous me donnez 20€ je vous donne 20 ropis vous me donnez 20 ropis et vous avez payé 20 ropis. Il y a environ 15 commerces qui ont adhéré au Ropi et qui ont signé et ont été ratifié. Il y en a une vingtaine officieux qui n'ont pas encore signé et ils hésitent. Les deux derniers sont cocotte et un autre

### **Est-ce que vous sentez une nouvelle dynamique ?**

Il y a une très grosse différence depuis 1 an et demi et maintenant. Il y a eu un peu de bouche à oreille comme le commerce le cellier des fripiers et cocotte qui est très fort dans le développement durable et la citoyenneté sans mentionner le Ropi parce qu'elle ne connaissait pas. On a vraiment une dynamique très très forte surtout parce que les commerçants doivent survivre dans le piétonnier et dans le Mons extra Grand Place et ils se rendent bien compte même si c'est seulement publicitaire le développement durable a le vent en poupe et que c'est peut-être intéressant d'adhérer au mouvement. J'ai plus facile d'en parler aux commerçants maintenant qu'il y a un an et demi.

### **Ça se répercute dans le nombre de personnes qui y adhèrent ?**

Oui car c'est un phénomène auto-entretenu donc plus vous en avez plus vous en aurez parce que c'est la peur qui empêche les gens d'adhérer donc plus il y a de gens typiquement qui connaissent plus ça va vite. Un des meilleurs exemples ici c'est que je vais avoir le perlimpinpin, l'instantané je suis presque sûr que je l'aurai avant octobre parce que je dis-moi en octobre je fais la liste des commerces qui ont adhéré dans l'année si vous n'êtes pas dedans vous n'y serez pas avant l'année prochaine alors là ça l'a fait réfléchir et il faut jouer sur la publicité. On a un triplé : donc le laduhautbois s'approvisionne à la huchette pour toute sa nourriture, le Mons Manhattan café s'approvisionne en condiment à la huchette et la huchette s'approvisionne en café au Mons Manhattan café donc si il y en a un qui passe les autres suivent le laduhautbois dit je rentre si la huchette rentre et la huchette m'a dit je rentre

si le Mons Manhattan café rentre donc ils aiment bien se lancer la balle. C'est plus facile de reporter son choix sur la décision de quelqu'un d'autre que sur la sienne.

A ce niveau-là, j'espère que d'ici le mois d'octobre nous seront 20 officiellement normalement il n'y aura pas de souci. On a essayé de taper dans plusieurs secteurs mais on a démontré après plusieurs études que le secteur à favoriser c'est l'horeca parce que c'est l'endroit où on a des petits montants et ça circule rapidement contrairement à un magasin de jeu où on va rarement acheter un jouet donc il y a déjà une rareté d'aller dans ces endroits-là multiplier par le nombre de gens qui utilisent des ropis ce n'est pas là que l'on va gagner en circularité. Tandis qu'au niveau nourriture tout le monde peut être initié à ce moment là.

L'instanthé voudrait faire un gros coup de pub si elle adhère au Ropi comme quoi ceux qui adhèrent au Ropi auront 10% de réduction durant l'été, nous on est pour mais on ne le réclame pas mais si vous décidez nous on le publie dans l'heure ainsi ça nous fait un coup de pub et à vous aussi donc elle va avoir de nouveaux clients et nous de nouveaux utilisateurs de ropi. C'est vraiment du gagnant/gagnant sauf qu'elle perd 10% de son chiffre d'affaire mais elle a de nouveaux clients.

### **Comment s'approvisionner en ropi ?**

Le plus facile c'est d'aller sur le site internet où vous commandez vos ropi et où vous décidez de vos coupures alors soit ils sont livrés chez vous et on demande 5€ soit ils sont déposés dans une enveloppe au cellier des Fripiers soit vous m'appeler.

Il y a 4 coupures : 0.5, 1, 5, 10.

### **Si je paie en ropi est ce que le commerçant doit me rendre en ropi ?**

Non, le commerçant reste toujours maître de sa caisse si vous voulez payer en ropi et que le commerçant ne veut pas c'est son droit ce n'est pas une obligation il ne doit même pas donner d'explication. Le commerçant ne veut pas que l'on ne donne pas le compte exacte en ropi. Donc il peut vous rendre en euro et inversement si vous lui donnez en euro vous pouvez lui demandez de vous rendre en ropi. C'est un geste citoyen.

Au point de vue de la banque nationale, ça a la même valeur qu'un ticket repas. La banque nationale emet une série de 10 critères dont minimum 3 à respecter pour que le « billet » soit considéré comme sûr donc c'est accepter comme valeur sure. Par contre, c'est un abus de langages de parler de monnaie alternative parce que en Belgique il n'y a que l'euro comme monnaie officielle donc le ropi est comme un bon d'achat ou un ticket repas.

### **Qui s'est occupé du design ?**

C'est Joëlle Biernam qui est un peu comme notre experte infographique. C'est elle qui a développé avec le comité d'administration le graphisme qui a été envoyé chez un imprimeur belge connu

### **Le filagramme ?**

Non ça c'est plutôt une case à cocher quand on va chez un imprimeur de billets comme le numéro de série c'est une preuve comme quoi on met un numéro de série

### **Comment payez-vous les affaires ?**

C'est une asbl donc je ne suis pas payé mais l'argent vient de la fameuse bourse roi Baudouin qui a principalement servi à imprimer nos billets et couvrir certains frais comme l'impression des fardes et des folders. On essaie toujours d'être en vert en bilan annuel on devrait avoir 7 commerces de plus cette année donc normalement nos comptes devraient rester dans le vert.

Est-ce que comme Mons en transition ou le CPDD c'est une plateforme où on peut communiquer son savoir sur le développement d'une alternative ?

Oui, parce que comme Mons en transition est principalement soit basé sur des ateliers d'idéation soit sur des réunions-débats fatalement on échange des idées donc on avance un peu sur la problématique, il y a après des réunions internes de Mons en transition où on essaye d'imaginer ce que l'on pourrait faire comme nouvelles transitions au niveau des projets. Lors des réunions internes c'est plus de l'application et en externe c'est plus du brainstorming donc ce sont des échanges d'idées mais il y a un volet actif quand même. Même chose normalement pour le CPDD mais c'est quelque chose que l'on voudrait changer car au niveau idéation et brainstorming ils sont au top mais au niveau application pas trop.

Il faut différencier le CPDD et Mons en transition d'une asbl comme le Ropi. Le CPDD devrait être l'entité la plus importante à Mons vis-à-vis de l'application de ces projets parce qu'il y avait près de 50% de politiques représentant de la ville à table donc si il y a des gens qui ont le pouvoir de changer les choses c'est bien eux donc j'attends un volet beaucoup plus applicatif de leur part que dans une association où on fait avec les moyens du bord. On aimerait donc que les projets soit porté à aboutissement. Par contre moi ça m'intéresserait de savoir les transitions énergétiques qui ont des grands impacts sur les villes que ce soit la promotion de l'éolien ou du photovoltaïque ou des centrales biomasses ou les fournisseurs sont plus ou moins éthiques ou la rénovation des bâtiments ,qui a un impact phénoménal sur combien doit payer l'administration pour chauffer ces bâtiments pour lesquels les budgets se chiffrent en plusieurs centaines de milliers d'euros et pas en dizaines d'euros pour la couleur des bacs à fleurs et là on a un discours de politicien. Ils disent : oui on va faire un projet convenable et il sera porté au conseil communal puisque c'est lui qui a le dernier mot.

Malheureusement ils ne savent rien dire d'autre puisque le CPDD est un conseil participatif mais avant tout de consultation. On concrétise des projets, on fixe des budgets mais c'est en rien un conseil de décisions. C'est le conseil communal qui reste décisionnel et c'est là que ça a raté les deux fois précédentes puisque le conseil vient avec des idées qu'ils jugent bonnes et lesquelles il a travaillé un an avec des associations, des experts universitaires qui sont dans les grands pôles de réflexions sur l'énergie comme oleg qui vient de vélo et mobilité de Mons. On travaille un an pour s'entendre dire à la fin : oui vous savez on savait déjà que ça n'allait pas être accepté au conseil communal.

### **Le conseil communal ne participe pas à cela ?**

Il pourrait mais seulement s'il vient en tant que citoyen parce que s'il vient pour dire déjà ça on ne veut pas. Il ne faut pas oublier non plus que le conseil communal a fait un agenda du développement durable qui est l'agenda 21 où il a validé ce qu'il pensait être bien pour l'avenir selon le conseil communal. Si le conseil communal décide d'avoir une présence au CPDD son mot ne devrait être qu'il faut respecter l'agenda 21 et faire tout pour qu'il soit appliqué hors le CPDD est là pour prendre l'agenda 21, juger si c'est pertinent et s'ils jugent que d'autres projets sont prioritaires par rapport à l'agenda 21. C'est une poussée d'autres projets qui ne sont pas dans l'agenda 21. le conseil communal est le bienvenu pour donner mais pas pour orienter le débat.

Le problème c'est qu'il y a un gros botom-up où on doit amener des projets construits jusqu'au bout et ensuite c'est le conseil communal qui décide. Dans le up down il n'y a pas grand-chose, c'est oui ou c'est non mais il ne dira pas il faut documenter plus ça, ce n'est pas comme un travail de fin d'étude où on dit revenez dans deux mois et si c'est non on a perdu six mois. Je ne veux pas que tous les projets soient acceptés mais je ne pense pas que le budget alloué au CPDD ne sert pas à choisir la couleur des pots de fleurs. On sait à la grosse louche combien coûte un projet si on nous dit dès le début que nous n'avons pas le budget pour le concrétiser alors on s'arrête là. J'aimerais bien connaître qui nous alloue un budget ,que l'on puisse savoir ce que l'on pourrait faire avec même si on sait que nous ne pouvons pas l'utiliser nous-même et après on justifie et ils disent oui ou non. Voir si on a droit à un budget de 10, de 100, de 1000 ou rien et ça évidemment on ne le sait pas.

### **Le conseil communal respecte-t-il son agenda 21, concrétise-t-il des projets qui sont lancés ?**

On nous a dit au CPDD que l'on devait respecter l'agenda 21 mais il ne nous a pas encore été envoyé. Il ne faut pas oublier que les élections sont dans un an et que le gouvernement suivant peut dire qu'il s'en fiche de l'agenda 21, c'est pour ça que l'on a envie de travailler mais dans

un sens on n'a pas envie parce que tout peut changer dans un an et du jour au lendemain on peut avoir une majorité qui dit oui on fait ça l'année prochaine mais qu' ensuite le gouvernement suivant nous dise que ça ne l'intéresse pas. Donc pour l'instant on a vraiment peur de travailler dans le vent et c'est pour ça que beaucoup d'asbl s'éloignent de la politique actuelle parce qu'elle va changer dans un an. Maintenant, on fait notre travail entre asbl et on se détache de la politique. C'est vraiment un sentiment que vous allez ressentir dans beaucoup d'asbl non seulement parce qu'ils ont foirés les années précédentes et parce qu'on ne veut pas leur donner la moindre occasion de se glorifier après ce qu'ils ont fait.

**Pensez-vous que nous possédons les outils et les connaissances pour transiter vers une économie durable ? Est-ce-que vous pensez qu'on les a mais qu'on ne les mets pas en application ? Une économie durable ça intègre les trois grands piliers : économique, écologique et sociale et qui fait que chaque acteur est plus impliqué dans ses actions.**

Pour moi et pour le comité d'administration tous les outils sont là, la plupart des gens savent comment utiliser tous ces outils et après il faut oser se mouiller. C'est la peur et la volonté qui empêchent les gens de le faire et les gens qui sont dedans c'est la peur parce que le gouvernement en place n'est pas du tout dans cette optique-là. Le politique n'est intéressé par l'économie durable que parce que ça peut leur rapporter des voix et pour ce que ça peut faire à côté parce que s'ils étaient intéressés il y a des actions qu'ils pourraient mener eux-mêmes qui aurait des conséquences phénoménales sur une ville comme Mons.

Il y a un moment où on ne saura plus avancer sans l'aide de la ville mais nous n'y sommes pas encore, il y a encore du travail. Nous sommes seulement dans la phase de « convaincre » les commerçants de travailler entre eux, ça prend un certain temps mais à moins que l'on aient une superbe économie ce qu'il sera très difficile à Mons car chacun à ses idées bien ancrées. Le fait que les gens ici utilisent le ropi à part de recréer un dynamisme dans les commerces montois de la rue commerçante et de Mons extra centre-ville. Il n'y a pas beaucoup de masse monétaire qui circule et donc avoir un impact sur le développement local va être très limité, ça va permettre la subsistance des commerces déjà existants mais ça ne va pas favoriser l'existence de nouveaux commerces sauf si un nouveau commerce se crée et qu'il adhère au Ropi alors là peut-être on peut lui assurer une clientèle et la fidéliser en veillant à sa subsistance.

Une des choses merveilleuse à Bristol c'est que le bourgmestre de la ville a été dans le Ropi et avait des pouvoirs au niveau de la ville que nous n'aurons jamais sauf si à nouveau le nouveau gouvernement en place décide d'être concilient. Ce qui a été décidé à Bristol c'est qu'une partie des taxes communales a pu être payée avec la monnaie alternative ça c'est un

boum sans précédent et avec conséquences. Le cadastre est de 1000€ annuel par personne même si la ville n'accepte que 10% ça fait déjà 100 ropi par personne et à Bristol il a accepté qu'un pourcentage soit payer en monnaie alternative.

Ce serait dur de faire ça à Mons puisque les taxes sont toutes payées par virement et que le ropi n'existe pas de manière électronique. Nous y avons réfléchi mais cela prend énormément de temps, minimum deux ans pour que ça deviennent légal et que ce soit discuté avec les banques parce qu'on ne sait pas transformer 100€ en 100 ropi c'est comme si c'était de l'argent brûlé parce que le ropi n'est pas une monnaie reconnue pour qu'elle soit reconnue il faudrait créer une plateforme de type depo. Quand vous aller sur le site du ropi vous nous virer 100€ qui passe par la banque fortis et ensuite nous nous chargeons de vous les envoyer sur un compte fictif mais il y a un intermédiaire où les sous sont versés sur un compte en banque et où Ropi crédite directement de 100 ropi.

Financité avait comme projet de créer une plateforme mais il a annoncé il y a quelques mois qu'il avortait le projet. Et là l'administrateur a eu un autre souci parce qu'il a eu plus de 9 millions dans les caisses et il fallait en faire quelque chose donc il a dit qu'une partie des salaires seraient payés en ropi et il a d'abord commencé par le sien il voulait que son salaire soit payer la moitié en ropi et pour ceux qui l'acceptaient dans son administration aussi. Donc les salaires ont commencés à être payé en ropi et ensuite les travaux de l'administration.

Je ne pense pas que ce soit possible de faire ça à Mons car je ne pense pas que l'on aura l'aide du politique surtout dans le Hainaut qui n'aime pas que l'on touche à son argent parce que par exemple dans le namurois il y a une nouvelle monnaie alternative qui a été créée il y a deux ans et eux en un an ils ont déjà eu 150 adhérents tandis que nous on est fier d'en avoir 20 d'ici la fin de l'année il n'y a pas du tout la même dynamique et le namurois est une commune beaucoup plus riche et le gouvernement wallon est déjà basé à Namur donc les gens sont plus entreprenant et savent de quoi on parle et ils voient les bienfaits que ça peut faire à eux-mêmes et à leur ville. Tandis qu'à Mons la population est complètement désintéresser ou néophyte en la matière. Il n'y a même pas besoins de demander à un namurois ce qu'est la monnaie alternative, c'est celui qui ne connaît pas, il passe un peu pour un imbécile tandis qu'à Mons c'est l'inverse. À Namur, chaque semaine il y a une nouvelle asbl qui se crée ou presque. Ils sont forts dans le milieu associatif.

**Selon vous, la multiplicité des associations dans une ville, fait que chaque association fonctionne mieux ?**

Non, mais en tout cas la population est plus ouverte à la discussion ou à la nouveauté. Quand il y a un nouveau « fou » qui débarque au moins on l'écoute parce que l'on a l'habitude tandis

qu'à Mons on se dirait voilà encore un nouveau « fou ». Après c'est parce qu'il y a beaucoup d'associations qu'elles vont toutes bien. Je ne connais pas du tout le tissu associatif je parle seulement de la mentalité des gens.

**Selon vous, quelle est l'image véhiculée par la monnaie locale ici ?**

Pour la plupart de la population montoise l'image est inexistante, simplement parce qu'au niveau de la publicité citoyenne, il n'y en a aucune. Les seules publicités que l'on a c'est par nos réseaux de transition comme Mons en transition et les commerces qui nous sont affiliés et qui touche donc un public qui est déjà au courant et ils n'ont souvent pas besoins de parler de la monnaie alternative puisqu'ils savent ce que c'est donc on brasse toujours les mêmes personnes. Au point de vue des commerçants, nous sommes des « emmerdeurs », on ne sert à rien et pour les autres s'ils sont convaincus de la transition ce sont des gens très convaincus avec qui on aime discuter. Sinon les autres ils ont peur même si les idées sont intéressantes ils n'ont pas envie de perdre 10% de leur chiffre d'affaires ou ils sont intéressés par les initiatives mais la monnaie alternative, un pour un ils ne voient pas l'intérêt.

**Est-ce que ils voient ça comme une avancée, une innovation, ou plutôt comme un retour en arrière ?**

Ils ne voient pas ça comme un retour en arrière mais plutôt comme une mode qui va s'éteindre après un certain temps et ils ont peur de la charge que ça pourrait leur peser : la double comptabilité. Ils voient le fait de voir un billet qui n'est pas en euro ça les ennuit . Ça joue beaucoup plus sur le subconscient que sur le conscient. Moi j'aime bien un peu forcer les gens mais si je ne suis pas en territoire conquis alors je m'arrête là. C'est ça qui est bien en tant que démarcheur, on m'appelle monsieur ropi parce que tout le monde me connaît.

Quand on démarche avec le Ropi, on rencontre des gens pour leurs qualités humaines, pour ce qu'ils vendent. On ne peut pas parler d'image quand on parle du ropi ça dépend avec quelles personnes on en parle. S'il y a un point commun avec 85% de la population c'est qu'ils ne connaissent pas le Ropi.

**Connaissez-vous l'économie circulaire ? Comment pensez-vous que les motivations des deux initiatives se rejoignent ?**

Une monnaie alternative favorise la circularité parce qu'elle circule 7 à 8 fois plus rapidement que l'euro par exemple car les gens n'aiment pas avoir ce billet dans leur portefeuille ou dans leur caisse donc ils le dépensent très vite mais ils sont dans le ropi et en reprennent et ça recommence et vu que cette argent ne peut pas être mis sur un compte en banque on est sûr qu'il servira toujours à l'achat de biens , pour faire des travaux ou pour manger mais il ne peut pas être à un moment retirer de la circulation donc c'est l'assurance que le billet ne

partira pas en spéculation dans un commerce mais dans l'économie de maintenant il n'y a que 5% de billets le reste est en spéculation ça devrait être l'inverse puisque ce qui est en spéculation ne sert qu'aux grandes multinationales ou à la bourse ou jouer au « pinch »

**Avez-vous des exemples de commerces qui pratiquent l'économie circulaire et qui ont le ropi ici à Mons ?**

C'est plus le rôle d'oxfam mais un commerce peut rentrer chez nous sans être durable. Cela peut être suffisant sans être nécessaire de dire que quelqu'un qui vend du durable, du local va avoir un intérêt certain à être dans le ropi parce que ça va faire sa publicité et ça va amener une clientèle avertie et qui est déjà intéressée par ces produits. Les commerces qui n'ont pas nécessairement envie de faire dans le durable peuvent quand même rentrer dans le Ropi parce qu'ils favorisent le développement de l'économie locale dans le grand montois. Prenons l'exemple d'un agriculteur qui utiliserait du monsento et bien il participe quand même au développement du grand montois mais il n'est clairement pas durable après on essaierait de le faire passer à autre chose mais il aurait toutes ses chances de rentrer dans le Ropi mais pas dans Oxfam, c'est là la grosse différence.

**Est-ce que vous voulez ajouter quelque chose ? Est-ce que vous pensez que j'ai oublié un point important ?** Non, je ne pense pas.

## ANNEXE 9. Compte rendu de l'entretien n°3

La Ruche Qui Dit Oui	Référence : E3
Madame Régine Meulenysen	Porte-Parole pour la Wallonie
Date : 13 juillet 2017	Durée : 34 minutes

### Rôle de La ruche qui dit oui ! Outils, moyens.

Régine a lancé l'initiative de LRQDO à Soignies il y'a un mois, c'est la troisième ruche dont elle est responsable. Avant y'en avait une à Ecaussinnes, active pendant deux ans mais manque de dynamisme ou peut-être mauvaise localisation, elle a fermé. Ça fait 3 ans et demi qu'elle est dans le programme des ruches. Une première à Hennuyère, dans sa propre ferme vu qu'elle avait les infrastructures pour. Et une seconde à Braine le Compte.

Elle a eu un coup de foudre pour le concept. Elle est fille d'agriculteur, du coup elle connaît les problématiques du milieu. Elle a bien aimé la combinaison des deux mondes : gestion d'une plateforme, réseau (en lien avec sa profession dans l'informatique etc.) et le monde agricole.

### Réseau de partenaires

Plusieurs niveaux :

- Local :

Vendeurs/producteur et consommateurs : C'est une entité locale, exactement comme une ruche. Un modèle interactif mais libre.

Producteurs entre eux : Réseau qui se forme naturellement. Quand ils commencent à travailler avec une ruche, ils entrent dans le système et ils peuvent travailler avec d'autres aussi. Ils échangent leurs produits pour pouvoir les proposer dans différents points de vente. Il y'a des synergies qui se forment qui permettent une démultiplication leurs efforts.

- Avec la maison mère :

Il existait au départ des groupes de travail interne (pépinières) sur Facebook et maintenant ils ont instauré une structure Discours qui est une plateforme un peu plus sophistiquée et plus professionnel pour l'échange de connaissance

- Avec les autorités locales :

Elle organise des activités en lien des fois avec la commune mais ça le contact est très différent entre les communes (Il y'a un aspect lié à la politique qui est très difficile) Collaborations telles que : Journée santé, journée sport, etc.

### **Naissance de l'initiative.**

Clairement une initiative ascendante. Bottom up et selon elle c'est mieux. Exemple en lien avec le secteur de la distribution locale : La région Wallonne a des projets pour mettre en lien directement le petit producteur local avec la grande distribution. En soi, c'est bien car ils ont une garantie de prix mais d'autre part c'est parfois biaiser la concurrence car la grande distribution utilise ça comme produit d'appel, il n'appelle pas les mêmes cirières ou les mêmes marges que sur les autres produits de leurs rayons, ça ne représente presque rien. Fausse publicité car au final ne représente rien et en plus c'est la région wallonne qui finance.

### **Dispositifs de communication, transmission et mutualisation des informations.**

Ils sont déjà très bien organisés point de vue technologique. Ils communiquent vraiment bien avec les responsables de ruches. Il persiste néanmoins un manque de suivi sur certaines innovations de lancement.

Selon Régine, l'expérience que vis un client quand il vient rechercher ses courses est très importante vu que c'est le seul moment de contact personnel (Commande en ligne préalable)

### **Motivations pour la mise en place des ruches qui dit oui.**

Sa première motivation était clairement une volonté d'aider les petits producteurs pour les aider à trouver des débouchés et mettre ses compétences de marketing à leurs services de pour le secteur.

Selon elle, c'est possible d'acheter que via ce type d'initiative et de ne plus aller au supermarché. Il faut juste s'organiser en réseau. Moins d'achat compulsif vu qu'on commande à l'avance et on vient juste chercher sa commande.

### **Idéologie des acteurs de LRQDO**

Prôner une agriculture paysanne qui travaille proprement (développement durable) Et qui s'inscrit dans une démarche locale, propre, durable, le moins de déchets possibles même si ça reste difficile de le mettre en application vu qu'on n'a pas les contenant à disposition quand on prépare la commande. (Ex: viande emballée sous vide)

### **Les monnaies locales dans le processus.**

Elle ne demanderait pas mieux mais il persiste des problèmes techniques par rapport aux paiements. Difficile à mettre en place car les paiements sont en ligne et centralisé pour la

124.

ruche qui dit oui. Elle y avait déjà réfléchi il y'a deux ans quand elle a commencé la première ruche il y'avait en ville une monnaie alternative : Minuto (monnaie temps)

Elle pense que les ML et l'EC pourraient fonctionner ensemble avec des projets qui ont une plus grande souplesse.

**Informations supplémentaires :**

Dans ses ruches, elle veut ajouter une dimension autre que celle purement achat de produit locaux.

Mettre en place des échanges de compétence avec son réseau Ex : créer des animations avant ou après les échanges ; appelle d'une diététicienne qui pourrait être payée en monnaie locale/ monnaie temps.

## ANNEXE 10. Compte rendu de l'entretien n°4

UWE	Référence : E4
Madame Montante	Responsable de la cellule Parcs d'Activités Durables
Monsieur Cappellin	Responsable de la cellule environnement de l'UWE
Date : 14 juillet 2017	Durée : 55min

### Rôle de l'UWE. Outils et moyen.

**Madame Montante Responsable de la cellule Parcs d'activités durables** : Cellule un peu à part de l'Union des entreprises Wallonnes (eux plus lobbying) Cellule financée par la ministre Maxime Prévaut (Parc d'activité dans ces attributions) Rôle : Aider les associations d'entreprises à se fédérer, se regrouper (regroupement d'entreprises qui se regroupent pour mener des projets commun et répondre à des problématiques communes) D'écoulement d'un projet européen « life » entre 2006 et 2009, le projet était de voir si il était possible de créer terreau fertile pour mettre en place une démarche commune sur des problématiques de l'énergie, des aménagements paysagers, des déchets et la mobilité. Possible de voir si à l'échelle d'un parc d'activité, les entreprises se parlent et communiquent et trouvent une solution commune adaptée à tous. La cellule actuelle découle de ce programme et voilà pourquoi elle est active dans les parcs d'activité ou il y'a des clubs d'entreprises et où il y'a déjà une articulation collective.

**Monsieur Cappellin, Responsable de la cellule environnement** : Subvention de la région (Ministre Di Antonio) 4 équivalents temps pleins. Rôle de sensibilisation des pme Wallonnes aux thématiques environnementales. Concrètement : Séance d'information sur les thématiques particulière, on répond à leurs questions particulières et diagnostiques dans les PME (la réglementation, l'eau, les déchets, les stockages, etc.) dans le but de les inciter

### Réseau de partenaires.

Il y'a une distinction entre business club (networking) et association d'entreprise (mène des projets plus concret). Ces associations peuvent naitre de l'initiative directe des entreprises ou des communales mais dans tous les cas il y'a une démarche volontaire sous forme de cotisation de la part des entreprises.

### Equiperment du territoire pour la transition.

Selon Monsieur Cappellin, l'EC est plus facile à mettre en place quand on part de zéro et que l'on aménage un parc industriel pour ça. (Ex : du parc du Danemark). Zone d'activité pensée

dès le début. Beaucoup plus difficile quand les entreprises sont déjà organisées, les entreprises voisines n'ont pas forcément des synergies envisageables mais cela reste difficile d'imposer un plan avec des types de secteurs que l'on a besoin. Le concept est assez fragile car une grande synergie demande une grande confiance et connaissance mutuelle des acteurs.

### **Réseau des décisions.**

Y'a des objectifs pour la région ? [Ris] Il y'a un objectif de faire la promotion de l'EC (plan Marchal) Structure support qui aide. Au final, la région a beau dire qu'elle veut qu'on fasse de l'EC si les entreprises n'en voient pas l'intérêt et qu'il n'y a pas de formation c'est très difficile de les forcer. Ils pensent que les changements doivent venir d'une impulsion citoyenne et des entreprises elles même.

### **Motivations.**

Si les entreprises perçoivent un gain à faire de l'EC, elles l'ont déjà faite et n'attendent des politiques régionales pour le faire. Pour les plus grands groupes qui se sont déjà penchés sur la question. Mais ces synergies sont encore marginales comparée aux tissus des entreprises.

Les actions prennent beaucoup de temps, il peut s'écouler plusieurs mois avant que les idées soient mises en pratique car il faut établir des relations de confiance avant de faire quoi que ce soit. Ils font ça en plus de leur business, Madame montante parle même de « bénévolat ».

### **Dispositifs de communication, transmission et mutualisation des informations.**

Une entreprise c'est très individualiste dans sa gestion et c'est vraiment un changement de mentalité de se dire qu'on va se retrouver autour de la table pour collaborer. Approche différente d'une approche normale d'un chef d'entreprise qui peut faire ce qu'il veut.

Canal d'info des entreprises : Tout le monde à son canal d'info, bouche à oreille, fédération sectorielle (UWE, fédération par secteur d'activité, ADL, chambres de commerce, etc. Différentes structures régionales qui peuvent servir de relais pour les entreprises. Leurs infos par exemple sont soit relayées sur le site internet pour tout le monde, soit publication bi mensuelle, newsletter pour les membres. (Un peu old school, pas de page facebook, les PME ne sont pas très actives sur les réseaux sociaux.)

### **Besoins de formation en EC.**

L'EC est à la mode, les gens en entendent parler mais en pratique, si on ne trouve pas le projet qui intéresse le chef d'entreprises c'est du temps qui passe en dehors de sa gestion d'entreprise. Les projets qui sont trop ambitieux, ça prend trop de temps, on vient au premières RDV mais puis on s'essouffle. C'est fort lié à une personne dans l'entreprise avec qui on a pu mettre en relation un réseau de confiance. Si cette personne n'est plus disponible,

ça peut vite « capoter » Dépendance de l'initiative à tous les participants. Si un participant abandonne : le projet capote.

Gros travail qui restent pour la formation et sensibilisation à l'EC. Et les entreprises pensent que l'EC ne se joue pas à leur niveau de PME.

Quand il y'a une ADL (agence de développement local : Structure financée au niveau de la région Wallonne) dont le but est de faire la promotion de l'activité économique au niveau communal ça fonctionne mieux parce qu'il y'a une personne chargée de cette gérer le réseau et les interactions. Un Réseau de facilitateur, ça serait l'idéal.

### **Motivations des deux concepts.**

L'ancrage territorial. Il ne voit pas trop la place des monnaies locales dans des négociations des entreprises. Ils trouvent ça utopiste pour des entreprises qui font du B2B.

### **Images et public visé.**

L'introduction de ML est un changement de fonctionnement et donc encore une fois, vu de l'extérieur, ça fait un peu baba cool, altermondialiste et dans le milieu de l'entreprise tout ce qui a une connotation altermondialiste ou ONG c'est parfois regardé de travers.

Encore une fois cette image est là parce que il y'a un manque d'information et de formation derrière ce qu'on peut en ressortir et quels sont les points positifs d'une telle démarche.

Peut-être que à l'échelle d'activité d'un parc, ça pourrait être une action qui pourrait être initié mais on a jamais eu écho de cette pratique. Je ne pense pas qu'on en est à ce stade de réflexion.

### **Cultures professionnelles.**

Culture d'entreprise et culture de la région diffère de la culture germanophone et scandinave (exemple du WIR) qui sont plus avancées sur ce point de vue-là.

## ANNEXE 11. Retranscription de l'entretien n°5

Financité	Référence : E5
Monsieur Didier Palange	Animateur régional Namur-Hainaut
Date : 20 juillet 2017	Durée : 47 minutes

### **Pouvez-vous m'expliquer l'initiative de Financité? Quel outils/moyen utilisiez-vous ?**

Une ASBL qui a 30 ans cette année ci. ASBL qui se veut de mettre en réseau, justement les gens et à la fois les ASBL avec pour objectifs de favoriser une finance responsable et solidaire. On met derrière ces deux éléments là : une économie qui est tournée vers l'intérêt général et pas uniquement vers le rendement économique. Ca veut bien dire une économie qui fait des bénéfices avec des entrepreneurs et des entreprises mais dans une logique de limiter les bénéfices ou en tout cas pas à n'importe quel prix ca ne doit pas empiéter sur la nature ou sur les gens. On se rapproche donc beaucoup plus sur ce qui se rapporte à . On est né autour d'un compte épargne de la CGR à l'époque avec la volonté de proposer un compte épargne à long terme type livret pour les enfants et l'idée était de plutôt que de les placer dans n'importe quel économie, vu que c'est pour les enfants, ça serait peut-être bien que ça favorise un monde plus juste et une économie plus juste pour quand les enfants seront grand. Et donc, le réseau à commencer à fédérer des initiatives pour dire que au départ de ces placements là, il faudrait orienter les placement « propre », ça s'appelait les comptes cigales qui petit à petit à disparu, notamment avec le rachat de la CGR et toutes les pressions bancaires et les pressions d'état qui croyaient qu'il fallait des grosses banques pour être bien stable. Alors que en 2008, on a tous bien compris que les grosses banques, c'était un effet domino garanti et que plus elles étaient grosses, moins elles étaient contrôlables et pouvaient jouer le chantage comme les grandes entreprises ou le chantage à l'emploi, en menaçant que « si vous ne m'aider pas, je me tire » alors que plein d'épargnants avaient leurs économies en ligne de compte et que ça allait créer la révolution, ces grosses banques pouvaient dès lors faire un peu n'importe quoi et empocher les bénéfices quand tout va bien et faire appel au secours quand il y'a des problèmes. Donc, il y'avait déjà un vision alternative à l'époque, avant la crise, en disant qu'il faut que ce système là s'arrête et depuis 2008, ça c'est avéré malheureusement dans la pratique.

Au niveau de l'ASBL, on travaille principalement sur tout ce qui est sensibilisation, information vers le grand public. Un de nos mots d'ordre, c'est aussi d'impliquer Monsieur et

Madame tout le monde dans les questions de la finance. On essaye de faire comprendre aux gens que la finance, c'est pas seulement un truc de riches et réservé aux spécialistes mais que nous en tant que petit citoyen avec des petits salaires et des petits revenus, on est aussi en droit de bénéficier d'une finance mondiale, de banque et d'entreprises qui ne foutent pas le bordel. Je reprends toujours un peu l'exemple de l'écologie, on a pas besoin d'être océanographe pour avoir le droit d'exiger que l'usine d'à côté mais aussi que les politiques ou que mon voisin ne fassent pas n'importe quoi en terme de consommation de produit et de retaper des trucs dans l'air, etc. C'est aussi bien la consommation individuelle que collective, c'est aussi bien que les entreprises n'ont pas le droit de s'enrichir à n'importe quel prix au détriment de la nature. Et voilà, on essaye de faire la même chose avec la finance, de se dire que ce n'est pas parce que je n'ai pas des milliards à placer que je n'ai rien à dire dans ce monde là.

**Et l'implication des madame et monsieur tout le monde que vous avez mentionné plus haut, par quel outils ou moyens est-ce que vous les impliquer ?**

Il y'a un premier élément : c'est notre logique d'affiliation, les gens peuvent devenir membre de Financité. On a dépassé maintenant les 1200 – 1300 membres sur la fédération Wallonie-Bruxelles. C'est une première manière, de se dire que nous, ensemble, on est une économie centrée vers l'intérêt général qui permet des bénéfices, oui bien entendu mais il y'a quand même des bornes à pas franchir et dans tout les cas, l'intérêt général est ce qu'il y'a de prioritaire. Donc voilà, logique d'affiliation, pour faire masse. Et la deuxième logique, c'est tout ce qui est information et formation des Messieurs et Madames tout le monde mais aussi des professionnels, quand on dit les Messieurs et Madames tout le monde, on travaille y compris avec banquiers pour leur expliquer les placements éthiques peuvent être rentable et expliquer que comme les gens sont de plus en plus demandeur de ce type de placement, ils ont intérêt à les développer. Une des particularités de Financité, c'est qu'on n'est pas du tout dans une approche de front avec les banques. On est 100% pour la séparation des activités bancaires, c'est à dire, qu'on veut des banques d'épargne d'un côté pour les Messieurs et Madames tout le monde que leur petit cochon soit en sécurité et que les gens qui ont envie de jouer au casino, au paris et au risque, eux, ils jouent mais que si cette banque là, elle fait faillite, et ils ont perdu leur cochon. Pour le moment, c'est ça qui se passe, les deux cochons sont côte à côte et quand y'en a un qui flambe pour avoir fait des paris un peu n'importe comment, moi, mon petit cochon que je voulais simplement en sécurité, il est aussi contaminé par l'incendie. Donc on est pour la séparation des activités bancaires mais on est pas anti-banque ou anti-bénéfices. On a une approche avec certaines limites morales sur la bourse,

c'est quand même pas acceptable de gagner de l'argent avec la spéculation sur les produits alimentaire par exemple. Donc, comment on fait, c'est d'informer les gens, via des formations, des ateliers, des ciné-débats, à expliquer à quoi sert la banque centrale européenne, comment ça fonctionne, qui a le droit de créer de l'argent, comment fonctionne les banques, qu'est-ce qu'elles font avec l'argent, comment elles se financent, etc. Comprendre les mécanismes pour pouvoir justement les contourner mais aussi, bien choisir sa banque. Voilà donc l'information et la sensibilisation : Dire aux gens qu'ils ont un rôle à jouer parce que justement, souvent ils pensent que c'est pas avec leurs salaires qu'ils peuvent influencer la finance. Mais c'est faux, les petits clients représente 25% du pouvoir d'achat des banques, encore aujourd'hui même avec un taux d'intérêt très bas. Donc, les petits clients valent quand même un quart, eh bien, un quart, on est quand même une marge influençable, c'est pas rien du tout.

### **Et par rapport aux monnaies complémentaires, quel est votre rôle ?**

C'est à dire que nous, d'un côté, on a justement des écrits et des analyses, on a un journal. Et notre stratégie, c'est justement de ne pas s'adresser que aux financiers. Notre magazine Financité est tout les trimestre encarté dans la libre Belgique et qui est aussi un magazine gratuit qu'on essaye de mettre, chez le boulanger, chez le coiffeurs, chez tout les gens qui trouvent qu'on écrit des trucs accessibles, sérieux évidemment et qui pose les questions d'enjeux de société, justement par exemple sur la disparition du cash, est-ce que c'est un truc neutre ou on s'en fiche. Donc dans un premier temps, on a donc toute cette partie d'information par les formations, les écrits, etc.

Et puis dans un second volet, on veut vraiment soutenir les initiatives locales. Et c'est dans ce cadre là qu'on soutient justement les monnaies locales, les groupe de monnaies locales, que nous on appelle les monnaies citoyenne parce que locale, on a parfois envie de dire que c'est tout petit et que c'est limité à la commune du bourgmestre, non. Local, c'est donc bien une zone de vie et d'énergie. Après que ce soit une grande zone ou une petite zone, c'est justement aux gens qui les mettent en place de décider quelles idées ils ont, quels moyens ils-ont, quelle zone de vie, etc. Donc un de nos rôles, c'est de soutenir les énergies naissantes pour favoriser l'échange de formation et d'information pour leurs permettre de jouer ce rôle d'inventeur et donc d'acteurs d'économie alternative. Ça fait déjà 5à6 ans qu'on accompagne des groupes qui ont commencé à y réfléchir, en communauté française, il y'en a déjà 8 qui circulent. Chaque monnaie locale reste autonome, donc, nous on les invite à créer une ASBL dans laquelle Financité n'est pas et donc le Volti, le Valeureux, ils s'adressent à nous pour demander « ah tiens, vous savez c'est quoi la règle, qu'est-ce que vous feriez ici », etc. donc,

nous ont aide, on est vraiment un tremplin, on soutient, mais c'est pas nous qui dirigeons les activités. Quand ils prennent une initiative, on peut dire qu'on trouve ça risqué, mais si ils veulent le faire, ils le feront, parfois, on leur dit : « tiens, à Liège, ils ont essayé mais ça n'a pas marché » mais s'il veulent absolument, bon, ok. On essaye de favoriser que ça marche, on freine pas mais surtout de garder de fait que se sont de simple citoyen qui par la pratique deviennent formé et soient au commande d'une monnaie.

Alors, on travaille sur la monnaie mais aussi sur les comptes d'épargne qui font des caisses mutuelle et la démarche est la même. On informe sur les limites, les lois, sur quoi il faut faire gaffe, etc. On essaye de faciliter une mise en activités sérieuses et durables et le tout dans un cadre de valeurs qui sont les nôtres : « une économie tournée vers l'intérêt public, l'intérêt commun et pas uniquement pour le fait que l'argent fasse de l'argent.

Donc justement par rapport aux monnaies locales, nous, on a commencé à se renseigner, à se former et puis à articuler pour que les informations circulent de l'un à l'autre entre les différents groupes. On organise des journées rencontres entre leurs groupes pour qu'ils puissent échanger des infos. Nous on peut déjà faire des séance d'information pour le public dans les villes ou les monnaies locales veulent s'implanter. Les groupes, ils passent déjà beaucoup de temps entre les chartes, le démarchage, etc. Du coup, nous, on peut déjà préparer le terrain public entre temps. Je vais faire un café débat à Ath, voilà, j'ai une heure de route mais c'est mon job pour informer la population que ça existe, quels sont les enjeux et autre pour que quand la monnaies de Ath va voir le jour, ils aient déjà un peu tous plus compris comment ça marche avec bien sure des questions et de la critique de leur part. On essaye de soutenir en préparant le terrain avec par exemple un module de formation sur la naissance des monnaies, comment ça se crée, quelles sont les limites, quel est la différence ente la monnaie Euro émise par la Banque Centrale et les « bons d'achat » parce que c'est comme ça qu'on doit les appeler normalement. Double effet : favoriser le contexte de la connaissance et de la compréhension et soutenir techniquement les groupe avec un apport de visibilité, d'échange d'info utiles au niveau de la légalité, de l'animation de certaine techniques qui se mettent en place, etc.

### **Et comment qualifieriez-vous la culture professionnelle derrière les monnaies locales ?**

Donc nous on exige qu'ils se mettent en ASBL pour une question de protéger les citoyens et comme d'autre expérience, des fois, ça capote et on ne veut pas prendre de risque sur leurs maisons, leur voiture, etc. Donc, on fait tout ce qu'on peut pour que le modèle soit sérieux et professionnel, bien évidemment et puis sous forme d'ASBL pour que tout le monde soit protégé. Une ASBL, c'est une entité sous contrôle si tout le monde joue le jeu. Ce qu'on

essaye de faire dans les monnaies citoyennes ou les groupes d'épargnes, c'est justement dire au gens qu'on est tous des experts et que c'est à nous de poser des questions sur ce qu'il se passe à droite à gauche, d'avoir un contrôle serein, positif qui persiste et qui garanti que les choses tournent bien comme cela.

**Et généralement, qui se cache derrière l'équipe des monnaies locales ?**

On va dire que ca varie, c'est à dire que au SolàToi, ils sont 6 mais la zone est plus petite. Au valeureux, il y'a une quinzaine de gens hyper actifs. Mais en général, ca ne dépasse pas la quinzaine de gens hyper actifs qui se voient 2-3 fois par mois avec un deuxième noyau autour qui sont moins impliqué mais qu'on peut appeler pour venir une fois, tenir un stand, etc qui tourne entre 30-35. Mais comme c'est une ASBL, tout le monde peut aller à l'assemblée générale, prendre la parole et vérifier les comptes. C'est exactement la même chose que dans un club de sport, vous avez un noyau dure qui s'occupe des maillots et truc comme ça et puis quand vous avez un barbecue ou une activité, on multiplie un peu par dix les gens qui veulent bien aider. Ce qu'on essaye de dire c'est que les monnaies, c'est juste un outil de plus pour faire des échanges, se rencontrer et permettre aux gens de répondre à leurs besoins. L'argent n'est pas un bien en sois, c'est juste un outil d'échange qui permet d'acheter une pomme ou une poire en fonction des besoins.

**Ok, donc ça c'est l'idéologie derrière toutes les initiatives ?**

Effectivement, le point commun, c'est bien de considérer les monnaies locales comme un outil et pas une fin en sois, pas besoin de cacher plein de monnaie locales sous son matelas et c'est bien un outil d'échange qui met les gens en relation et ça c'est un point commun avec les jardins partagé, avec les achats collectifs, avec beaucoup de d'initiative de transition. C'est bien de remettre la relation entre les gens dans une logique durable plutôt que dans une relation économique.

**Et dans toutes les initiatives que vous connaissez en Belgique, est-ce que les monnaies locales circulent surtout entre les commerçants ?**

Non pas vraiment, c'est à dire que nous on soutien et on défend les initiatives citoyenne. Il y'a parfois des monnaies public, les bourgmestres qui décident qu'on va faire une monnaie locale pour favoriser les commerces, mais là, c'est lui qui est derrière la bare et qui décide quels commerces vont pouvoir rentrer dans le jeux, comment il va dessiner ses billets, comment il va décider de la valeur, donc c'est le conseil communal qui va décider tout ça. Alors que si c'est le comité des commerçants ou les entreprises entre-elles, là, c'est le commerce avec ses valeurs à lui qui va maitriser l'outil qui va mettre en place. Donc nous on ne soutien que, ça

veut pas dire qu'on est opposés aux autres, il y'a une utilité global disant que les monnaies locales, elles favorisent l'économie réelle, l'économie matérielle, pour produire des tables, des sandwiches, des services de coiffures, et donc ça évite d'aller à la bourse. Déjà rien que pour ça, c'est déjà une utilité des monnaies locales mais nous, nos enjeux, c'est de permettre aux gens de s'impliquer dans l'économie et d'apprendre de cette économie. Donc, voilà, on est des groupes locaux citoyens à faire des monnaies mais on veut bien aller rencontrer un bourgmestre une fois pour le coacher mais on ne fera pas un travail sur deux ans, l'inviter à des rencontres, etc. On vise vraiment l'implication citoyenne, donc oui, il y'a des monnaies, par exemple le RES en Flandre qui est une monnaie BtoB, effectivement entre commerçants. Mais nous on favorise un modèle qui implique le citoyen. Une monnaie BtoB, leurs objectifs sera de faciliter la circulation et c'est de faire des bénéfices entre eux. Nous on veut quelque chose de plus que des objectifs financiers. Donc c'est pas exactement le même modèle, même si les deux peuvent s'appeler monnaies locales puisque c'est des monnaies non-officielles. Sur notre cite, il y'a le guide pratique des monnaies locales, notamment, il y'a des exemples passé et il reprend en quelques lignes des monnaies qu'il y'a dans d'autre pays, il parle un petit peu du RES, etc.

**A propos de l'image véhiculée des monnaies locales, quelle est l'image pour les utilisateurs, pourquoi est-ce que les utilisateurs les utilisent ?**

Alors, il y'a une ambiance de transition et de revenir vers des choses proche. Les gens via le film « Demain » par exemple, aux USA, en moyenne chaque produit acheté a fait 2500km, c'est insensé. Les gens commencent donc à se questionner sur l'origine de leurs achats et sur les conditions du camionneur qui me l'a amené alors que c'est bête, mon voisin en fait. Il y'a une logique globale des gens qui veulent y participer mais maintenant, il y'a toujours certaines personnes qui disent oui mais non, moi, je m'en fous que mon ca vienne de Taiwan avec un produit irritant, je m'en fou. Ou peut-être pas qu'ils s'en foutent mais ils ne prennent pas conscience et c'est pas dans leurs priorités. Les gens veulent aussi récupéré un peu de sécurité et savoir qui l'a fait, quand et comment. Une logique un peu de bon sens qu'on se dit de le faire avec son voisin. Attention, ce n'est pas du racisme ni du protectionnisme, ce n'est pas dire que je en veux que acheter un truc belge. Quand il y'aura une monnaie à Mouscron ou à Tournais, 10km plus loin vous êtes en France, la monnaie locale de Tournais, elle pourrait être valable en France, tant que les commerçant veulent bien. Donc ce n'est pas une question de nationalité, c'est une question de zone de vie. Donc paradoxalement, on pourrait avoir une monnaie locale internationale parce que simplement elle serait à cheval sur une frontière d'état. C'est pour ça qu'on n'aime pas le mot local parce que les gens imaginent ça

tout petit et tout fermé alors que pas forcément. Donc, c'est vraiment des utilisateurs qui sont dans la transition, qui veulent récupérer du contrôle. C'est comme les gens qui retournent faire pousser des salades dans leurs jardins, c'est pas spécialement parce que le prix de la salade chez Delhaize est trop élevé mais pour savoir ce qu'il y'a dedans. Nous en plus de ça, on rajoute que c'est aussi pour contourner Delhaize parce qu'ils sont cotés en bourse et quand je paie chez Delhaize, il y'a 90% qui partent chez les actionnaires. Il n'y a plus que 10% qui sert à payer le producteur, le caissier et le livreur. C'est aussi un modèle économique qui sert à contourner la toute puissance des grands groupes. [...] Alors que quand je vais acheter mon pain avec la monnaie locale, on sait qu'il ne pourra pas l'investir en bourse et que ça ne servira pas le nucléaire ou le secteur des armes, on a un espèce de « contrat social » entre lui et moi qu'il faut arrêter de spéculer avec l'argent.

**Et à part le « bannissement » des grands groupes internationaux, est-ce qu'il y'a d'autres critères ?**

Donc, ça, chaque groupe choisi. Par exemple, le Volti, ils ont une très forte sensation sur le bio. D'autres disent que le bio, ce n'est pas tout et que si déjà on inclut les valeurs culturelles du terroir, c'est bien. A Namur, ils ont plutôt une dimension variée mais locale. C'est justement ça que en fonction de qui compose l'ASBL, ça traduit un peu la stratégie adoptée. Un peu comme une équipe de basket, en fonction des tempéraments des joueurs, une équipe sera plus offensive ou plus défensive. C'est eux qui vont donc faire une monnaie à leur image mais en articulation avec la population évidemment. Et les critères de choix des commerces sont bien sûr neutres et applicables à tout le monde. Si je dis « pas de groupe de plus de 10 magasins » je l'applique aussi bien à mon pote que non. Ces critères doivent être mis sur papier pour la transparence des pratiques.

Ce que je vous invite aussi à faire, au delà de la théorie et tout, c'est d'aller sur le site de Etopia et ils ont fait trois analyses sur la dynamique des groupes et souvent on lit des choses sur les techniques de la monnaie, mais il ne faut pas oublier les difficultés liées aux dynamiques de groupe sur trois ou cinq ans. L'avantage de la situation, comme c'est citoyen et bénévole, ça reste à l'énergie, parfois avec un manque de savoir faire mais c'est quelque chose qui s'apprend et qui s'apprend dans le temps. Si on fait appel à un professionnel, on exclu les monsieurs et madames tout le monde et donc on en reviens au service social, c'est un peu tout le paradoxe. Disons que c'est difficile, ça demande de l'entraînement, du temps, de la confiance. Voilà comment Financité peut aussi les aider en leur donnant des conseils, un peu de soutien dans les creux, etc. Néanmoins en fédération Wallonie-Bruxelles, on a quand

même des groupes qui tiennent, par exemple, les premiers, l'épi-lorain qui est en place depuis 2012 et qui y travail dessus depuis 2009.

Aussi, il ne faut pas oublier que avec les euros qu'on retire de la finance « folle » pour investir dans les monnaies locales, on crée un double effet, un sensibilisation et un redynamisation du territoire mais aussi que tout les euros qui sont mis sur le bord, à un moment, on peut les déposer dans une banque éthique ou les mettre comme fond de garantie dans une coopérative et qui aide donc ces associations là à mener à bien leurs missions.

**Et ils ont facile à avoir des partenariats avec les commerçants ?**

Non, disons qu'il en faut une 50 aine pour commencer. Il y'a tout ce qu'on appelle la circularité. Par exemple, si on a 50 commerçants qui vendent des sandwiches, ça ne sert à rien, il faut qu'il y'ai des coiffeurs, comptables, un mécanicien, un boulanger, etc. Si je n'ai pas cette diversité là, ça ne sert à rien. Donc, ça aussi c'est le travail des groupes de voir quelles priorités ils ont.

**Est-ce que vous voulez ajouter quelque chose ? Est-ce que selon vous j'ai omis un point important ?**

Beaucoup de rapports disent que les monnaies locales sont stabilisantes et nécessaire. En écologie, on parle de monoculture. On sait que c'est un désastre pour l'écologie et maintenant on pourrait dire qu'on est dans une monoculture de l'argent. L'euro sert à la bourse, c'est en euro que j'économise, c'est en euro que j'achète la crème glacée de mon enfant, c'est en euro que je paye l'anniversaire de ma nièce et que je paye mes impôts. On a l'impression que l'euro sert à tout. Et justement, segmenter la monnaie des petits achats près de chez moi, la monnaie avec laquelle je fais les économies pour quand je serais vieux, ça a du sens et ça ne complique pas nécessairement.

Aussi certaines personnes elles ne comprennent pas l'avantage à utiliser des monnaies locales. Ils disent qu'ils achètent déjà local et ne comprennent pas ce que ça changerait d'acheter avec des monnaies locales la même chose. Ce qu'il se passe c'est que même s'ils achètent des produits locaux, ils utilisent toujours un outil toxique ou en tout cas pas adapté. La monnaie locale permet d'être un outil propre, pour une consommation propre. Je donne souvent alors un argument absurde : « Si ça ne change rien, vous ne prenez pas de risque » et souvent ça fonctionne.

## ANNEXE 12. Retranscription partielle<sup>1</sup> de l'entretien n°6

Wavre En Transition	Référence : E6
Madame Marie-Pierre Jodin	Membre du groupe de pilotage
Date : 20 juillet 2017	Durée : 35 minutes

### **Pouvez-vous m'expliquer l'initiative de Wavre en transition? Quels outils/moyen utilisiez-vous ? Quel est le public visé par vos actions ?**

L'initiative de Wavre en Transition est née dans le chef d'un petit groupe de 4 personnes, qui se sont rendues compte qu'il y'avait plein de chose qu'on pouvait mettre en place pour améliorer les relations entre les gens mais aussi que à la place de rouspéter tout le temps, voir aussi ce qui existait déjà et voir comment on pouvait mettre en relation ces choses positive et susciter de nouvelles initiatives. Cette réflexion est apparue en 2014, à ce moment c'était juste la réflexion et c'est seulement en mai 2016, que le groupe a organisé la projection du film « En quête de sens », il y'avait la projection du film suivi d'un débat. Cet événement a ramené +/- 250 personnes. Et suite à la projection du film, des mails ont été envoyés aux personnes intéressées et alors un petit groupe de pilotage c'est formé pour réfléchir à tout ce qu'il y'avait moyen de faire.

### **Ok, et le groupe de pilotage, vous êtes combien ?**

On est 12 et on essaye de ne pas dépasser 12 personnes, sinon c'est trop difficile, les réunions sont trop longues, etc. Et pour les outils, on a rien inventé vu que le mouvement de la transition est né en Grande Bretagne suite à Rob Hopkins et lui il a au départ publié un manuel de la transition et on s'est servi de ce manuel et notamment de la partie sur l'intelligence collective et comment essayer qu'un groupe fonctionne bien et se dire qu'ensemble, il y'a plus d'idées que tout seul, on est plus encouragé à avancer quand on est plusieurs. Il développe des thèmes et nous on les a repris.

### **Comment s'organise votre réseau de partenaires pour vos initiatives?**

Soit on s'inspire sur des initiatives qui ont déjà fait leurs preuves (pas spécialement dans le réseau transition), je prends par exemple sur ce qui a été fait pour la « donnerie », on s'est inspirer de ce qui avait déjà été fait à Louvain-la-Neuve et on a rencontré cette personne et pour savoir comment il avait fait ça, quel étaient les pièges, etc. On peut dire qu'on est partenaires parce qu'on utilise la même plateforme de gestion de liste et on s'est fait coacher

---

<sup>1</sup> Les points de discussion ne couvrant pas le thème du mémoire et n'ont pas été retranscrits.

au départ par lui. A Wavre, il existe aussi un Service d'Echange Local, un SEL qui est préexistant à la transition mais ils nous ont demandé de faire partie de notre groupe, donc voilà encore un exemple de partenariat. Idem pour le Repair' Café et on est partenaire avec les « inventeurs » du concept, on utilise leurs logo, leur méthodologie. Le réseau transition a une ASBL qui essaye de mettre en lien les différentes initiatives dans les différentes villes mais ça n'est pas encore très développé. On rentre en contact plutôt par des ressources ou plutôt des réseaux privés pour établir les partenariats.

### **Quant n'est t'il du support des pouvoirs publics et de la ville de Wavre ?**

Il faut aussi dire que pour certain projet, on a le soutien de la Ville de Wavre. Mais plus souvent basé sur des contacts interpersonnels, un tel ou un tel connaît qqn de la ville de Wavre qui est prêt à soutenir un projet et on obtient donc très facilement de l'aide de leur part.

### **Quels sont les dispositifs de communication, transmission et mutualisation des informations.**

Entre le groupe de pilotage, on a une réunion par mois et puis on fonctionne aussi beaucoup par email. On a aussi une adresse mail spécifique pour Wavre en transition. Et puis aussi chaque responsable d'un projet organise des réunions pour son propre projet. Le groupe de pilotage a plus un objectif de chapeauter tous les projets et est garant du respect des valeurs de la transition

. Tout cela est encore très neuf évidemment et on doit encore réfléchir à certaine chose pour que ce soit vraiment efficace mais l'objectif de départ du groupe de pilotage, c'est ça. Avec la population, on communique surtout par facebook. Wavre en transition a une page facebook et certains projets aussi. Et puis le bouche à oreille fonctionne très bien.

### **Quelles sont les motivations pour la mise en place des repair' café et Wavre vers le zéro déchet ?**

L'idée c'est de lutter contre le gaspillage et de l'obsolescence programmée, soit en les réparant, soit en les donnant à qqn qui en a besoin au lieu de de les jeter. C'est vraiment la lutte contre le gaspillage et la surconsommation. En plus d'un aspect éducatif lié au repair'café car les gens qui viennent réparer les objets peuvent apprendre à le réparer eux même. Il y'a une dimension de partage de savoir, c'est vraiment s'échanger les trucs et les savoirs dans idées de créer du lien et de rapprocher les gens. Aussi, l'idée qu'il n'a pas de savoirs qui prévaut sur un autre. On a tendance à privilégier les savoirs intellectuels mais il y'a aussi les savoirs pratiques et manuels qui est très important de transmettre. Dans la lignée du projet Zéro Déchet, il y'a un projet TrocTaPomme dont l'idée est d'aller récolter les fruits chez les gens qui ne les récoltent pas eux même soit parce qu'ils n'ont pas le temps soit parce

qu'ils n'ont plus l'énergie et c'est un projet de partage de confiture ou de compotes à partir de cette récolte de fruits.

**C'est quoi votre motivation pour instaurer une monnaies locales ?**

C'est un sujet que je maîtrise moins bien mais il y'a une monnaie locale qui a été lancée à Louvain-La-Neuve, le talent et la personne qui est à l'origine de cette monnaie, on l'a invité à Wavre pour qu'il vienne nous expliquer un peu tous les avantages et les inconvénients de la monnaie locale. Personnellement je n'y connaissais rien du tout avant d'écouter ce type et je me suis dit « ah oui, quand même, beaucoup d'avantages ». Disons qu'en gros, ce que je me souviens, c'est que c'est favoriser une économie locale. Au départ la monnaie est proposée aux commerçants de la ville, ils acceptent ou non, et ceux qui acceptent, les clients peuvent venir chez eux payer en monnaie locale. L'idée, est de proposer aux gens que du commerce local, pas pour Colruyt et ça peut insister les clients à aller dépenser de façon très locale. Un autre avantage, dont je ne sais pas expliquer la raison technique, apparemment quand on utilise ces euros même dans un commerce de proximité, ici à Wavre, il sert deux fois le commerce de proximité et puis après, il s'en va à l'autre bout du monde. Tandis qu'une monnaie locale, elle va circuler 7 ou 8 fois localement avant d'être éventuellement reconvertie à l'euro et de repartir. Donc ça favorise vraiment l'économie de proximité et la transition c'est vraiment aussi l'idée de départ de prévoir un monde sans pétrole et donc d'essayer de retrouver une forme d'échange de biens qui soient beaucoup plus locaux que ce qu'on ne fait maintenant.

**Est-ce que vous avez des initiatives qui sont payantes et qu'il y'ai quelque chose qui implique de l'argent ?**

C'est à dire, pas vraiment. Seulement, des fois, on a des droits d'auteur à payer et alors on demande au public de donner ce qu'il veut, parfois, on a aussi un bar sur lequel on fait fais pratiquement pas de bénéfice. Maintenant, c'est vrai qu'on a une petite caisse avec un peu d'argent dedans pour justement rembourser si quelqu'un a engagé des frais pour une chose ou l'autre, et il est remboursé. Par exemple, le repair'café, on a du louer une salle et pour pouvoir rentrer dans nos frais, de nouveau, on va demander aux gens une participation en confiance, donc c'est à dire que chacun met ce qu'il veut. Il y'a juste le service d'échange local qui demande une petite participation de départ à l'entrée dans le SEL. Chez nous, toutes les autres initiatives qu'on a lancé il y'a un an sont gratuites, sauf évènement exceptionnel.

**Est-ce que vous pensez que la monnaie locale que vous voulez instauré va aider les autres initiatives ? Ou l'inverse : Que grâce aux initiatives déjà en place, la monnaie locale va décoller plus facilement ?**

Comme la monnaie locale, c'est encore à l'étape de réflexion, ça fait partie des choses auxquelles on devrait réfléchir mais de toute façon, s'il y'avait des évènements payants, je suppose qu'on privilégierait les entrées en monnaie locale plutôt qu'en euros. Ca me paraît évident. Même si ce sont des choses qui n'ont pas encore été réfléchies.

**Quelle est l'image véhiculée par Wavre en Transition? Est-ce le même public visé par les différentes actions?**

L'image que nous on essaye de véhiculer, c'est vraiment essayer de remettre les gens en relation et en lien.

**C'est quoi selon vous la difficulté à cette articulation entre différents projets ? Vu que Wavre en Transition est composée de plein de petits projets.**

Au départ, les projets sont vraiment nés comme ça, sans cadre. C'était chouette parce que partant de rien, il y'a très vite 7-8 projets qui sont arrivés sur la table. Maintenant qu'on est un peu plus structuré, on a décidé que les nouveaux projets devaient être acceptés par le groupe de pilotage. On décide si le projet est bien en phase avec les valeurs de la transition. Un outil pour nous aider, c'est bien sur la charte. La charte défini de manière assez précise nos valeurs qui sont les valeurs de la transition mais adaptée aux réalités de Wavre. C'est un peu cette charte qui fait le lien avec tous les projets. Il n'empêche que des fois il y'a des discussions qui peuvent être un peu compliquées. Par exemple, on a un projet de créer une épicerie collaborative. Mais alors, est-ce que cette épicerie c'est que du bio, ou de l'équitable, etc. ça paraît dérisoire mais ces petits détails prennent souvent beaucoup de temps parce qu'il faut trouver un consensus dans le groupe.

**Est-ce que vous voulez ajouter quelque chose ? Est-ce que selon vous j'ai omis un point important ?**

Il existe des initiatives de transition qui sont déjà plus âgées, par exemple Ixelles en Transition doit bien avoir 7-8 ans mais ça veut pas dire qu'être ancien est un gage de pérennité, ce n'est pas pour ça que tout roule sur des roulettes, justement parce que on est des êtres humains et qu'on part de pas grand chose et que tout est à créer, ce n'est pas toujours évident.

**Est-ce que je peux vous demander, ce c'est quoi votre statut justement, vous êtes une ASBL ?**

Wavre en Transition non, on est rien du tout. On n'a pas de statut et pour le moment on reste comme ça parce que tant qu'il n'y a pas de somme importante d'argent en jeux, on estime qu'on peut fonctionner comme ça.

### ANNEXE 13. Retranscription de l'entretien n°7

IDEA & LME	Référence : E7
Monsieur Quentin Deplus	Gestionnaire de projet EC
Le 26/07/2017	55 minutes

Je vais commencer par expliquer le cadre. L'intercommunal IDEA ça fait 60 ans qu'elle existe, c'est un ensemble de 25 ou 27 communes. On a plusieurs métiers mais ce qu'on va faire c'est contribuer au développement territorial de la zone « cœur du Hainaut » c'est l'ensemble des communes de Mons-Borinage et de la région du Centre. C'est l'objectif principal. On s'occupe de la géothermie, des stations d'épurations, tout ce qui concerne le cycle de l'eau ; aménagement du territoire, toutes les zones économiques : accueil des entreprises, des investisseurs, location de matériel, animation économique et ça c'est plus le rôle de la maison de l'entreprise. LME est une entité privée à part mais qui est directement reliée à l'entité mère (IDEA). Le directeur de la LME fait partie du comité d'administration de IDEA et ça hiérarchie c'est la directrice générale : Catherine Deschamps. L'animation économie ça consiste en quoi ; c'est vraiment pour accueillir, conseiller des porteur de projet, des étudiants entrepreneurs, des entreprises qui veulent se développer. On propose des conseils dans tout ce qui touche au développement économique, plan financier, BMC, etc. Voilà grosso modo parce que sinon je vais prendre trop de temps pour tout expliquer et par rapport à l'EC, ça fait quelques années que l'intercommunale IDEA et donc la LME a placé l'EC comme un axe majeur de redéveloppement de la zone. Moi je suis en charge de l'EC mais dans un sens très large du terme pour la gestion de projet et pour la LME en tant que référent. Donc ça me permet à la fois d'avoir une approche individuelle favorisant les entreprises et puis ça me permet aussi de monter avec toute une série d'acteur du territoire des projets (les communes, les universités, les centres de recherche, les Ets). Et je fais aussi l'interface entre le niveau local (le cœur du Hainaut et le niveau régional voir européen).

#### Quels sont les moyens utilisés ?

On va donc revenir sur IDEA, je vais faire un dessin, ça sera plus facile. En gros, je suis payé par les ressources humaines du gouvernement Wallon pour mettre en place les projets. A côté de ça, avec la LME, on est sous le dispositif du plan Marshall. La LME est considérée comme opérateur local dans l'économie circulaire. Dans chacune des autres provinces ou plutôt les 7 bassins économiques, il y'a un opérateur local pour l'EC.

Cela veut dire qu'on est reconnu aux yeux de la région wallonne sous base de candidature. Et au niveau de la région Wallonne, c'est l'administration de l'AEI qui le chapeaute. Je vais faire un petit dessin pour que ce soit un peu plus simple. Il y'a le gouvernement Wallon qui fixe la politique, le plan Marshall et l'EC se retrouve là-dedans. Il y'a l'AEI qui est vraiment une coupole. Et par bassins, ont un opérateur économie circulaire local ou du terrain. Donc, ici, c'est LME avec deux référents et en parallèle à ça, pour le projet territoire du cœur du Hainaut, ils me subsidient en tant que gestionnaire de locaux. L'interaction entre mes deux rôles, c'est justement donc toute la pertinence et la cohérence, c'est que moi, peu importe l'entreprise et le projet qu'elle suit, je me dis que je suis IDEA ou LME en fonction et permet une véritable complémentarité. Cela me permet de toucher l'ensemble du public cible ici de ce territoire et permet de faire des liens. Avec la LME, c'est surtout sur des aspects économiques. Mes collègues rencontrent des entreprises pour tout ce qui est plan financier, etc. et puis eux peuvent m'ouvrir des portes pour l'EC. Et ici (IDEA) avec la gestion de projet, ça me permet de toucher à toutes les zones d'activités économiques en aménagement du territoire et d'avoir aussi des contacts, etc. Mes deux casquettes sont complémentaires. Cela fait deux ans que c'est instauré.

**Et selon l'adéquation entre les moyens et les objectifs visés ?**

Pour ce qui nous concerne, je trouve qu'on nous donne les moyens pour y arriver. C'est correct, ça pourrait être mieux mais ça va être mieux.

**Comment est-ce que vous vous organisez avec votre réseau de partenaire ?**

C'est lié en fait par le réseau qui a été créer pour le projet « territoire cœur du Hainaut » et au sein de ce projet, ça rassemble déjà les universités, les centres de recherches, les communes. Il y'avait déjà un socle qui existait. Après par rapport à l'EC, ça se spécialise. Par exemple, on va plutôt travailler avec certains centres de recherche plutôt que d'autres parce que ils ont les compétences nécessaires pour répondre aux besoins des entreprises. Après c'est à moi de par la participation à des conférences, à des colloques et à des évènements, que je crée un réseau qui touche des organismes soit au niveau de la région wallonne, par exemple, les pôles de compétitivité, GreenWin et aussi les fédérations, sectorielles avec par exemple : L' WE est un partenaire avec lequel on travaille mais aussi au niveau fédéral, il y'a aussi par exemple, la Fedia, la fédération des entreprises agroalimentaires. Maintenant, ce qu'on fait aussi pour essayer de ne pas rester cloisonné au niveau du territoire, c'est de créer un réseau avec la France aussi. C'est à travers du réseau Auré.

### **Et pourquoi, ce réseau ?**

Echange de bonnes pratiques, bonnes expériences, de savoir. Ce n'est pas pour travailler sur un projet spécifique mais vraiment sur échanger sur l'approche de terrain, comment on fonctionne, les forces, les faiblesses, les atouts, ce qui a fonctionné dans une démarche et pas dans l'autre. Par exemple, si j'ai un projet avec une entreprise, si eux ils ont déjà mis ça en place, comment ils ont fait. Pour un gain de temps et éviter les mauvais pièges. On met des outils en commun pour s'aider, etc. Vraiment un échange d'outil, de bonnes pratiques et de connaissances.

### **Et concernant l'implication des acteurs ? Les communes ou les entreprises ?**

Par rapport aux communes, on travaille par exemple avec la commune de Soignies. Donc là, c'est plutôt une démarche territoriale, locale et multi-acteur sur l'EC. C'était une demande volontaire de leurs parts pour travailler avec nous. Il y'a Frameries aussi mais là c'était IDEA qui a été vers la commune. En gros, le secteur public, s'ils ont un intérêt, et qu'il trouve que c'est quelque chose de cohérent, ils vont se mobiliser. Par exemple à Soignies, on a fait un atelier d'une après-midi avec tous les acteurs, à savoir qu'il y'a deux grosses carrières à Soignies, donc on a fait tout un atelier autour de l'EC pour voir ce qu'on pouvait mettre en place. Il y'a 7 fiches actions qui ont été identifiées et établies par un bureau de consultance et maintenant, on est en train de mettre en place ces outils-là. Et pour Frameries mais on a eu un petit souci parce que on a travaillé avec une personne en charge qui n'a pas vraiment assurer le développement du projet. C'était autour de la gestion des déchets.

Pour les entreprises, c'est vraiment différent. Soit c'est les entreprises qui en amont ont une idée de projet et s'adresse à nous ou on en entend parler et donc la dynamique se met facilement en place. C'est quand il y'a un intérêt. Mais ça représente une infime partie par rapport à notre boulot. Parce que, ce qu'il faut savoir c'est que dans le dispositif mis en place par la LME et l'AEI, notre rôle est de sensibiliser et d'accompagner les entreprises. Et donc, là on est dans une démarche proactive. Nos autres collègues vont rencontrer une entreprise, ils vont parler de l'EC et c'est juste après que nous, on va chez eux et les sensibiliser. Là, c'est beaucoup plus dur de les mobiliser autour d'un projet parce que si eux n'y voient pas d'intérêt, n'ont pas le temps ou l'argent, ça en reste à la sensibilisation et point barre. Une entreprise qui veut s'inscrire de son propre grès dans une démarche d'économie circulaire est plutôt l'exception que la règle. En général, c'est toujours très difficile de les mobiliser.

### **Donc, est-ce qu'il existe toujours un manque de sensibilisation ?**

En fait, ce n'est pas un manque de sensibilisation, c'est un manque d'intérêt et de temps pour les entreprises de s'inscrire dans un tel projet.

**Vous avez mentionné que vous travaillez en partenariat avec les universités et les centres de recherche, qu'est-ce que vous pensez des compétences en Belgique pour soutenir l'économie circulaire ?**

Je pense qu'on a de très bonnes compétences, pas seulement en EC. On a de bons centres de recherche, des bonnes universités, maintenant il y'a toujours moyen de faire mieux. Et je pense que ce qu'il manque, c'est une approche transversale. On reste encore trop sectorialisé.

**Maintenant, une approche transversale est difficile à mettre en place.** Oui, c'est mettre en place des équipes ou on retrouve plusieurs disciplines.

**Mais ces approches transversales seraient nécessaires à chaque niveau non ? Par exemple à l'échelle politique aussi.**

Que ce soit le gouvernement Wallon, il y'a un problème d'intérêt individuels des ministres. Vu que ça vient de changer, c'est délicat mais bon, avant, le ministre de l'économie qui faisait son programme de l'EC et le ministre de l'environnement et du développement durable faisait ça aussi. Le problème dans les politiques wallonnes c'est qu'il y'a des doublons au niveau de l'économie circulaire et donc ça a un impact négatif en terme d'efficacité sur les actions de terrains. C'est un problème important. Il y'aurait dû avoir des ministres qui ont des compétences liées directement à l'EC, peu importe le parti politique qu'ils soient, ils devraient se mettre à deux ou a trois pour mettre au point un programme régional, global et cohérent pour l'EC et on met les moyens qu'il faut pour y arriver. Et non pas se diviser de manière unilatérale et travailler chacun dans son coin pour mettre des actions en place et puis finalement, on tombe dans des doublons.

Pour revenir aux compétences, il y'a les universités mais les centres de recherche aussi. Ici, on a le CERTEC sur notre territoire qui a mis l'écologie industrielle en avant, il y'a aussi le CTP à Tournai et dans une moindre mesure le centre de recherche Matéria-nova mais c'est un centre nouveau qui est ici à Mons. Pour avoir travaillé avec les trois, ils ont des personnes compétentes en interne.

**Et à propos des motivations des entreprises pour la mise en place de l'EC ?**

La première motivation ce sont les nouveaux débouchés économiques, ça c'est sûr. Diversifier ses activités. L'image de marque et aussi moins fréquemment, la responsabilité sociétale, RSE. Ce sont les quatre points majeurs.

**L'EC au niveau des entreprises ça a une image positive ?**

Oui en effet, souvent, ils trouvent qu'il y'a un intérêt, que c'est porteur de valeur mais pour une entreprise, ça priorité c'est la viabilité de son entreprise, aussi bien pour le patron que pour ses employés et donc à partir du moment où ils sont full, les PME ne peuvent pas se

permettre d'accorder du temps à développer un niveau projet sans savoir quel est le retour sur investissement. C'est ça le problème, il y'a un manque de temps, d'autres priorités et une incertitude sur le retour sur investissement. Ce sont les trois freins à développer une activité en EC.

**Est-ce que vous connaissez un peu les monnaies alternatives ?**

Un tout petit peu.

**Comment pensez-vous que les motivations derrière les ML et l'EC peuvent se rejoindre ?**

Faire en sorte que la valeur créée sur un territoire au niveau local reste sur ce territoire là et puisse profiter à un maximum d'acteurs locaux et ne parte pas ailleurs.

**Pensez-vous que les entreprises sont au courant de tous ces acteurs qui sont mis à disposition pour les aider ?**

L'EC devient tellement à la mode et il y'a tellement d'acteurs qui s'y mettent que pour les entreprises, il y'a un flou. Il manque de la coordination et de la gouvernance au niveau régional. Sinon, par rapport à l'IDEA et à la LES, il y'a de plus en plus d'entreprise qui commence à être au courant que l'EC est un axe stratégique majeur pour le territoire. De plus en plus.

**Est-ce qu'il y'a de grandes différences de dynamique en fonction des régions ?**

Il y'a aussi des réunions de coordination entre les différentes entités régionales. Par exemple, j'en ai une demain matin. Il y'a des vitesses de croisières différentes.

**Et à quoi c'est dû selon vous ?**

Nous, on a un avantage d'avoir été lauréat d'un appel à projet éco-zoning du ministre Marcourt. Donc ça a permis de lancer la dynamique et on a retiré des leçons et des résultats. La bonne mise en œuvre vient aussi du fait que tout le monde doit s'y mettre. Ici par exemple, tous mes collègues savent qu'il y'a l'EC et s'ils y voient un intérêt, directement, ils vont y aller. Je pense qu'il doit y avoir une conscientisation de l'ensemble des collègues d'une organisation en faveur de l'EC.

**Et est-ce qu'il vous arrive d'avoir des réunions sur le développement durable en général ?**

Non pas vraiment, je vais ici interpréter subjectivement mais déjà l'EC c'est large mais alors le DD est encore plus large et devient un fourre-tout où l'on y met un peu n'importe quoi. On se limite à l'EC. L'avantage, c'est que l'EC permet d'avoir une approche entrepreneuriale. Et faire en sorte d'améliorer la compétitivité des entreprises tout en diminuant leur impact

environnemental. C'est quelque chose de concret alors que le DD est un concept assez abstrait.

**Super !**

**Merci, est-ce que selon vous, j'ai omis un point important ?**

Les deux gros acteurs pour l'EC au niveau Wallon, c'est NEXT et l'AEI. Le ministère aussi qui s'implique de plus en plus. NEXT en fait c'est une marque. Il devait être en charge de la coordination de toute la politique de Wallonie en EC mais faute de moyen, c'est resté très abstrait. C'est vraiment un outil financier. Par exemple, on vient de finir une étude qu'ils ont co-financée. Et l'AEI, Logan va tout vous expliquer.

**Juste, peut-être une dernière question, est-ce que vous êtes au courant de la monnaie RES ?**

Non, pas du tout.

**C'est une monnaie pour les PME en Belgique et elle est très présente en Flandre, en Wallonie, il y'a quelque entreprises qui commencent.**

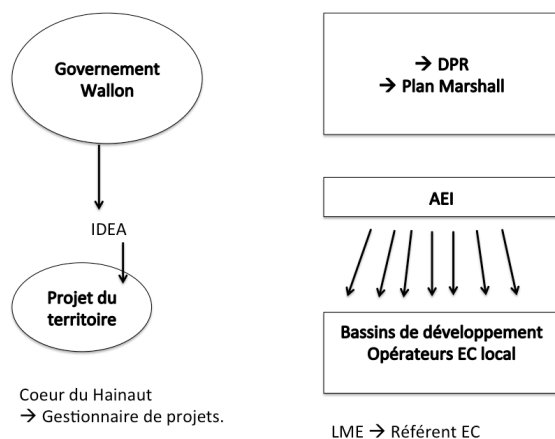
Et ils achètent quoi avec ?

**C'est un réseau B2B à la base qui est maintenant aussi B2C, une monnaie électronique, les entreprises entre-elles peuvent acheter dans le réseau de plus ou moins 5000 PME.**

Ah, ok, je vais aller voir.

Maintenant, un peu dans cette optique là, il y'a des bourses qui commencent à se mettre en place. Des bourses d'échanges entre une entreprise qui dit « voilà, moi j'ai autant de ce déchet là avec un volume d'autant par semaine ou par an et je suis intéressé à ce que quelqu'un le reprenne. » C'est une sorte de bourse ou forme de plateforme numérique. La plus mature, c'est Rotor, ils appellent ça le super marché de la déconstruction et c'est belge. Et alors aussi, au niveau du service : Floop2. A mon avis, ça a des liens avec ce que vous voulez faire.

Dessin de l'articulation de IDEA et de la LME :



## ANNEXE 14. Compte rendu de l'entretien n°8

GreenWin	E8
Madame Isabelle Damoiseaux	Responsable Communication
Le 26/07/2017	50 minutes

### Informations générales : rôle, outils et le support des pouvoirs publics.

L'économie circulaire est au cœur de notre métier. Donc, nous on a des projets de pôle, donc hautement technologique avec des entreprises, des centres de recherche et des académiques. Et on recherche toujours un effet « politique » sur l'environnement. Dans notre troisième axe qui est technologie environnementale, l'EC est vraiment au centre de nos préoccupations. Dans ce cadre là, on a un membre, Docillage, qui est actif dans les membranes végétales à destination des toitures : Ils sont arrivés à mettre au point des tuiles végétales à la place des toitures traditionnelles (pétro-surfait). Donc ça, c'est vraiment des entreprises qui sont extrêmement importante pour le secteur. Ce sont des innovateurs au niveau mondial. Personne ne les concurrence.

Maintenant, il y'a aussi d'autre pôle de compétitivité par exemple MecaTech qui sont aussi attentif à tout ce qui est EC. Il y'a aussi le projet Reverse Métallurgie. On est pas dans ce projet, et on ne sait pas pourquoi, c'est suite à des jeux politiques. Il y'a pas mal de concurrence entre les pôles aussi. Parce que les membres ne sont pas extensibles et les cotisations font qu'ils ne peuvent pas s'associer à tous ensemble. Au niveau des projets, on demande à ce qu'il y'en ai de plus en plus de collaboratif. Quand on a un projet, ça veut dire de la visibilité pour les pôles, des subsides qui rentrent.

### Réseau de partenaires, l'implication et la mobilisation des acteurs.

Tu rentres des projets de pôle au jury national qui fait valider par le gouvernement et puis ce projet est financé. Tous les membres du consortium doivent être affiliés. Mais nous avons aussi un certain pourcentage du budget du projet mais c'est infime. Maintenant on a commencé à demander des frais de dossier. Un partenaire français peut faire partie du consortium mais il n'est pas subsidié par la région Wallonne.

Nous n'avons pas de partenaire, c'est le coordinateur de projet qui dépose l'idée de projet chez nous. Avec notre aide il va nous demander d'aller trouver les meilleurs acteurs : soit une autre entreprise, soit des départements de recherche. Il y'a souvent une bonne entente. Un

projet de pôle dure en général 4 à 5 ans. Donc nous, on coordonne avec eux et les aidons pour que le projet aboutisse. De l'initialisation à la valorisation du produit.

Les intercommunales peuvent aussi déposer des projets vu qu'elles sont considérées comme des entreprises. Au final, nous n'avons pas besoin de beaucoup de partenaires vu que nous fédérons les compétences. Un partenaire quand même utile au final, c'est Pi carré, organisme spécialisé dans tout ce qui est dépôt de propriété intellectuelle. Les pôles sont financés par le plan Marshall. Ces projets sont financés à 80 % pour les entreprises et 100% pour les académiques par des subsides.

### **Motivations des entreprises pour la mise en place de l'EC.**

Il y'a soit les convaincus, c'est l'avenir et qu'il faut qu'on préserve l'environnement. Il y'en a d'autres qui font de l'EC pour leur image, ça les aide à avoir d'autre marché. Ils ont vraiment l'objectifs de se distingué des autres par leurs composantes environnementales et qui y consacre un budget considérable. Par exemple une PME qui a réussi à mettre au point une sans COV (nocif pour les êtres vivants), ça c'est une innovation européenne mais le gars consacre de l'ordre de 10% de son chiffre d'affaire en R&D, ce qui est énorme pour une PME. 95% de ces produits sortant ont un impact neutre sur l'environnement et se base sur l'EC. Dans ce cadre ci, c'est dans sa stratégie d'innovation. Aussi, pour avoir un marché de niche sur lequel tu te retrouves le « seul », en terme d'image c'est très important de se positionner sur le marché.

### **Evolution de la perception de l'EC.**

En 2012, quand je suis rentrée au pôle on était 60 membres, maintenant on est 200. L'EC est extrêmement importante et tout ce qui est liés est en train de fédérer un maximum d'industriels. L'EC est un grand enjeu du secteur de la construction. C'est à dire que maintenant, on construit et on prévoit déjà des bâtiments qui peuvent être déconstruit suivant la boucle « Cradle to cradle »

### **Facteurs extérieurs influencent la mise en application d'EC pour les entreprises.**

Le problème des pénuries des matières premières est vraiment important pour certains. Problème d'unification des régulations. Il y'a un gros lobbying à faire au niveau politique.

## ANNEXE 15. Compte rendu de l'entretien n°9

ADL - Anderlues	Référence : E9
Madame Florence Terranova	Agente de coordination
Le 27/07/2017	1h05

### Information générale sur le rôle de l'organisation.

Les ADL ont deux objectifs principaux : Encourager la création d'activité sur le territoire local et essayer d'animer économiquement le territoires. Certaines ADL travaillent plutôt avec les petits commerces, d'autres avec les opérateurs touristiques. Développement de projet en fonction des spécificités du territoire. A Anderlues : Accompagnement à la création de nouveau commercer et des nouvelles activités indépendantes. Ils n'utilisent pas encore l'axe stratégique d'EC. Au niveau de la commune, il y'a de gros efforts au niveau du développement durable mais il n'y a pas encore de traduction stratégique économique. Elle pense que cela ne va pas tarder. Ils sont encouragés à s'inscrire dans ce domaine d'activité. Certaines ADL sur des zoning d'activité plus important, le font déjà.

### Leurs rôles, moyens, outils.

Service de première ligne. Travaille en lien avec tous les organismes qui font du soutien à la création d'entreprises. Organisation d'évènement pour accroitre leurs visibilité. (Foire commerciale, activité de publicité, etc.) Rôle de coordinateur et d'accompagnement. Diagnostic local pour dégager les priorités d'action. Pour l'instant, ils travaillent beaucoup sur tout ce qui est commerce de proximité. Favoriser les produits locaux, etc.

### Naissance de l'initiative.

L'ADL existe depuis 2001 mais il y'avait un peu de flou par rapport aux missions jusque 2007 quand il y'a eu un nouvel agrément régional qui précisait le périmètre d'action des ADL. Née d'un appel à projet pour des ADL pilotes. Et puis ils ont élaborés un nouveau décret. Nouveau agreement.

### Réseau de partenaire.

Avec les pouvoir public : il y'a un décret qui encadre nos missions. La structure est cofinancée par la région Wallonne mais aussi par la commune. C'est à dire que l'ADL propose des actions et les autorité valident et complète si nécessaire. Chaque année il y'a des rapport d'activité pour vérifier la cohérence des projets. Les couveuses, les coopératives, les secrétariat sociaux, etc. A l'heure actuelle, les entreprises les connaissent et c'est eux qui viennent vers eux.

## ANNEXE 16. Compte rendu de l'entretien n°10

AEI	Référence : E10
Monsieur Logan Moray	Agent de coordination pour les projets d'EC
Le 31/07/2017	42 minutes

### Information générale sur le rôle de l'organisation.

Structure qui organise, harmonise et structure l'ensemble d'action de la simulation économique du tissu wallon. Ce que les intercommunales font sur chacune des provinces, ils s'arrangent pour qu'elles fassent la même chose : même niveau de service ; même compétence. But est d'essayer d'harmoniser les actions sur l'ensemble du territoire. Supervise les ADT (agence de développement territorial) mais aussi d'autres organismes tels que les agences conseil qui sont là pour stimuler les chômeurs à créer leur propre emploi, les CEEI (les centres européens d'entreprises et d'innovation). Les CEEI sont des structures qui accompagnent des porteurs de projets avec un plus haut potentiel, tout ce qui est bio Tech et industriels et tout ça. Ils y'a tous ces acteurs de terrain, qui eux, vont à la rencontre des entreprises et des porteurs de projet.

A côté de ces mission cadres, il y'a les missions déléguées, ce qui veut dire que le gouvernement les mandatent sur une thématique pour élaborer des projets pilotes. C'est le cas de l'EC. C'est une mission déléguée jusque 2019 pour essayer d'aller stimuler les entreprises Wallonnes (TPE et PME uniquement) pour essayer d'intégrer certaine action d'EC. Ces projets sont portés par les CEEI. Ces CEEI sont répartis par provinces. Objectifs de cette mission : sensibilisation, diagnostique et accompagnement.

L'EC est souvent définie par 4 piliers. En région Wallonne, ils l'a définissent par 4 piliers (éco-conception ; logistique inversée ; les symbioses industrielles et économie de la fonctionnalité) car contrairement aux autres pays, ils placent l'EC dans la politique industrielle. Pilier stratégique concurrentiel.

### Réseau de symbiose industrielle.

Les politiques de zoning industriel en région Wallonne. Les opérateurs sont en charge de certains zoning. Et peuvent comme ça anticiper les besoins des zonings et arranger le type d'industrie qui cohabite.

**Réseau de partenaires.**

Réunion de coordination toutes les six semaines pour pouvoir échanger des informations, ateliers créatif pour coopérer sur les dossiers. Son rôle est de coordonner les échanges, les stimuler et assurer une veille stratégique pour recueillir les nouvelles bonnes pratiques et le partage avec le réseau. Met à profit l'intelligence collective de tous. Outils méthodologiques innovants pour aider le réseau. Réseau transversal.

**Connaissances.**

Point noir du manque de sensibilisation et de connaissance du tissu économique (de toutes les entreprises, les organisations, etc.)

Besoin de sensibilisation sur les dispositifs.

Il véhicule l'image de l'EC comme un avantage concurrentiel et un levier d'action durable.

Jeunesse de la politique de l'EC qui joue sur ce défaut de connaissance mais aussi des freins administratifs et institutionnels. Cette coordination est longue à mettre en route, mais là ça commence à prendre forme. Des fonds européens devraient être débloqués d'ici fin 2017.

Le département EC au sein de l'AEI est mis en place depuis fin 2014.

**Moyen de leur initiative.**

Il y'a une bourse de 10 000 euros qui est mise à disposition des pme pour mettre en place une stratégie d'EC. Insistant effectif depuis 1 an. Ils avaient eu l'accord en 2014 mais effectif depuis mi -2016. Cela prend beaucoup de temps pour que les autorités s'accordent sur la mise en œuvre.

**Implication des acteurs.**

Manque d'implication des entreprises notamment parce qu'elles ne sont pas au courant des avantages qu'elles peuvent en retirer. Le durable est connoté vert, écolo et ne parle donc pas de prime abord aux entreprises. Alors que quand on présente l'EC comme une solution à des problèmes d'entreprise en plus de générer des externalités positives (sur l'environnement et sur le social), les entreprises deviennent beaucoup plus réceptives aux arguments (vu qu'on parle de gain monétaire). Il y'a quand même certaines entreprises qui elles veulent être responsables et ne sont pas animées uniquement par l'argent, mais de plus en plus actifs.

**Naissance de l'initiative.**

Née de politique wallonne sous une cotutelle, du ministère de l'économie et du ministère de l'environnement. Après les élections, remaniement et l'initiative est transférée entièrement au ministre de l'économie. Motivations des gouvernements : rester à la pointe pour le recyclage et profiter de ce pilier d'EC pour créer des emplois et de la richesse. Maintenant le ministère de l'environnement se focalise sur la gestion des déchets.

**Facteurs influençant la mise en place d'EC.**

La législation, la paperasse qui prend trop de temps pour les entreprises. Et le cadre des marchés pour donner un avantage aux produits issus de l'EC mais qui sont un peu plus chers.

Les politiques travaillent dessus mais ça prend de nouveau beaucoup de temps. Ex : le nouveau plan wallon des déchets. Nécessite beaucoup de réflexion en amont.

## ANNEXE 17. Les 17 objectifs du développement durable de l'ONU pour 2030.

Source : (Objectifs du développement durable: 17 objectifs pour transformer le monde, 2017)





